

FORUM DES DIRIGEANTS AFRICAINS, ANNEE 2016

METTRE LES ENTREPRISES AFRICAINES EN MESURE DE TRANSFORMER LE CONTINENT
HÔTEL HYATT REGENCY KILIMANJARO DAR ES SALAAM, TANZANIE DU 28 AU 29 JUILLET 2016



The United Republic of Tanzania
Former President of the United Republic of Tanzania
Benjamin William Mkapa

● ● **UONGOZI**
● **Institute**

Table des matières

Acronymes et abréviations	iii
Sommaire	iv
1. Séance d'ouverture	1
1.1 Allocution de bienvenue de S.E. Benjamin Mkapa	1
1.2 Discours liminaire : Mettre les entreprises africaines en mesure de devenir un moteur de transformation en Afrique	2
1.3 Discussion en plénière	7
2. Discussions de groupe	18
2.1 Table ronde I: Rendre les entreprises africaines inclusives	18
2.2 Table ronde II: Renforcement des entreprises à travers l'intégration régionale	27
2.3 Table ronde III: Impact des accords commerciaux sur les entreprises et le développement du secteur privé	36
3. Déclaration du forum de la jeunesse	52
4. Quelques observations finales de S.E. Benjamin Mkapa	55
Annexe A: Liste des délégués	56
Annexe B: Ordre du jour de la réunion du Forum	57

Acronymes et abréviations

ACP	-	Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique
FDA	-	Forum des dirigeants africains
BAD	-	Banque africaine de développement
UA	-	Union africaine
EEPN	-	Emancipation économique des Populations Noirs
EEEEPN	-	Emancipation économique élargie des Populations Noirs
Brexit	-	Retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne
PDG	-	Président Directeur Général
COMESA	-	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
CAE	-	Communauté de l'Afrique de l'Est
CEDEAO	-	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
APE	-	Accord de partenariat économique
UE	-	Union européenne
PMA	-	Pays les moins avancés
NEPAD	-	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
CER	-	Communauté économique régionale
SADC	-	Communauté de développement d'Afrique australe
PME	-	Petites et moyennes entreprises
ZLET	-	Zone de libre-échange tripartite
UK	-	Royaume- Uni
ONU	-	Organisations des Nations Unies
USA	-	Les Etats-Unis d'Amérique
OMC	-	Organisation mondiale du commerce

Sommaire

L’Afrique a besoin d’un secteur privé fort, moderne, compétitif, innovateur et dynamique pour stimuler la croissance économique et le développement durable. Le succès des efforts visant à sortir des millions de personnes de la pauvreté et à améliorer les vies de tous les africains tel qu’envisagé dans l’Agenda 2063 de l’Union africaine dépendra en grande partie de la capacité du secteur privé à exploiter stratégiquement les ressources naturelles inexplorées et à créer des emplois pour la population jeune de l’Afrique.

Malgré des progrès énormes accomplis au cours des années récentes, l’entreprise en Afrique continue à faire face aux défis considérables, notamment le manque d’infrastructures, surtout l’alimentation énergétique fiable, le manque de capitaux, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises (PME) et le secteur agroalimentaire. Cependant, les opportunités commerciales à l’échelle continentale sont énormes pour peu que des conditions propices puissent être mises en place. Avec une population de près d’un milliard d’âmes, qui va doubler au cours des dix ou quinze prochaines années selon les prévisions, le continent a un marché immense. En outre, l’Afrique est en train de s’ouvrir à la fois sur elle-même et sur le monde. Grâce à une plus forte intégration régionale et continentale ainsi qu’une coopération agissante, des opportunités de commerce transfrontalier à l’intérieur de l’Afrique augmentent avec l’élimination progressive des barrières tarifaires et non tarifaires. En juin 2015, la Zone de libre-échange tripartite (ZLET) regroupant le Marché commun de l’Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté de l’Afrique de l’Est (CAE) et la Communauté de développement d’Afrique australe (SADC) a été signée par 27 pays africains. Avec la ratification par les Etats membres, la ZLET constituera le plus vaste bloc commercial sur le continent, couvrant une population de près de 600 millions de personnes. Au cours du même mois, le XXVème sommet de l’Union africaine, tenu à Johannesburg en Afrique du Sud, a initié des négociations en vue de la création d’une Zone de libre-échange continentale à l’horizon 2017.

C’est dans ce contexte que l’ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, S.E. Benjamin Mkapa, a convoqué le 3ème Forum des dirigeants africains (FDA) à Dar es Salaam du 28 au 29 juillet 2016 autour du thème « Mettre les entreprises africaines en mesure de transformer le continent ». Organisé par l’Institut des dirigeants africains pour le développement durable, connu communément sous le nom de « Uongozi Institute » (Institut de leadership), le Forum regroupe les dirigeants politiques, notamment des anciens chefs d’Etat ainsi que des dirigeants gouvernementaux, des chefs d’entreprise, des organisateurs de la société civile et le monde universitaire.¹

Un discours liminaire et une séance plénière et publique suivis de trois tables rondes à huis clos ont marqué l’événement. Pour la première fois cette année, des représentants choisis parmi la jeunesse ont été invités pour tenir des séances parallèles. A la fin de l’événement, le Forum de la jeunesse a fait une déclaration.²

Discours: Mettre les entreprises africaines en mesure de devenir un moteur de transformation en Afrique

Mr. Siphon Nkosi, ancien Président de la Chambre des mines de l’Afrique du Sud, a prononcé un discours. Pour commencer, il a énuméré une série de conditions bien connues qui sont préalables à l’essor du secteur privé, notamment des environnements politique et économique stables, des politiques claires qui puissent être mises en application, et la disponibilité d’infrastructures critiques et des ressources humaines qualifiées. Mais surtout, il a suggéré qu’il faudrait y avoir des dirigeants passionnés aussi bien dans le secteur public que privé pour réaliser la vision de l’Afrique de croissance inclusive et de progrès de la société. Le continent doit aussi avoir une vision stratégique de son développement et utiliser les ressources actuellement à sa disposition plutôt que d’attendre demain parce que l’économie globale peut aller si vite que les ressources précieuses d’aujourd’hui peuvent devenir inutiles demain.

Ces deux facteurs — des dirigeants passionnés et une vision stratégique de développement fondée sur l’utilisation des ressources disponibles à l’intérieur plutôt qu’à l’extérieur du pays — étaient des éléments communs ayant conduit à la réussite des transformations économiques au Singapour, en Corée du Sud et en Afrique du Sud, même si ce modèle n’était pas inclusif pour le cas de l’Afrique du Sud jusqu’à la fin de l’apartheid en 1994 quand la stratégie d’émancipation économique des Populations Noires (EENP) a été introduite. En dépit de beaucoup de défis liés à sa mise en œuvre, M. Nkosi croyait que l’EENP avait considérablement contribué à l’amélioration des vies de la plupart

des citoyens d’Afrique du Sud, la sienne y comprise. Surtout, cette stratégie continue à inspirer le mouvement des jeunes qui veulent créer et gérer leurs propres entreprises.

M. Nkosi a insisté sur sa conviction profonde que l’Afrique pouvait se transformer pour devenir une grande puissance économique, et que les entreprises africaines pouvaient jouer un rôle de premier plan pour peu qu’une condition propice pour le secteur privé soit garantie. L’Afrique regorge de ressources naturelles variées ; elle a une population jeune pleine d’esprit d’entreprise, un emplacement géographique stratégique pour tirer profit du commerce de transit, d’un énorme marché à part entière, et d’une diaspora dotée de compétences et de ressources qui pourraient être canalisées en faveur du continent.

Quels sont les facteurs qui seraient essentiels pour une transformation réussie ? Il a signalé que le progrès allait dépendre de la croissance du revenu moyen des citoyens, et que, à son tour, celui-ci allait dépendre de la promotion des économies inclusives, basées sur les technologies. Il convient de mettre tous les gens en mesure de participer aux économies de leurs nations. En particulier, le secteur informel, qui englobe la plupart des micros, petites et moyennes entreprises, tout comme l’économie rurale, seront d’une importance cruciale. Il faudra trouver les moyens de renforcer ces vastes secteurs. Pour ce faire, les gouvernements devront jouer un rôle catalyseur et de facilitation. En fin de compte, il faudra qu’il y ait des dirigeants dévoués pour veiller à ce que leurs pays et le continent dans son ensemble aillent de l’avant.

Réunion plénière et tables rondes

A l’issue du discours, une réunion plénière autour du thème du forum et trois tables rondes à huis clos ont été organisées. Les thèmes des tables rondes étaient les suivants:

Table ronde 1: Rendre les entreprises africaines inclusives

Table ronde 2: Renforcement des entreprises à travers l’intégration régionale

Table ronde 3: Impact des accords commerciaux sur les entreprises et le développement du Secteur privé

A chaque session, il était demandé aux experts et à l’auditoire d’apporter leur expérience et leurs idées au sujet des défis auxquels les entreprises africaines sont confrontées et leurs opportunités pour contribuer à la transformation du continent. Voici quelques principaux messages issus des débats :

Un changement d’état d’esprit de la pauvreté à la prospérité

Le changement d’état d’esprit du continent de la pauvreté à la création de richesses, à la prospérité et à l’émancipation des populations africaines afin qu’elles trouvent des solutions à leurs propres problèmes est primordial pour la réalisation du développement inclusif et durable. Parallèlement à ce changement de perspective, la manière dont les africains conçoivent et perçoivent l’entreprise doit changer. Pour la plupart des africains, le concept de l’entreprise et des affaires est un phénomène économique et culturel relativement nouveau. Aussi doit-on encourager dans les pays africains une culture de faire des affaires et celle de l’entrepreneuriat. Les gouvernements doivent promouvoir des entreprises privées dans les économies nationales, particulièrement dans les pays où, dans le passé, l’activité commerciale était considérée presque comme un tabou. Le message doit aussi être passé à toutes les sociétés transnationales opérant en Afrique que l’ancien modèle inspiré de la colonisation et l’époque de faire des affaires en réduisant la population locale aux spectateurs passifs étaient révolus. Les sociétés qui souhaitent mener des activités commerciales sur le continent se doivent d’intégrer la population et des entreprises locales.

Le développement inclusif pour la transformation recherchée

Comme souligné dans le discours, la croissance économique est souvent freinée parce que les gens sont effectivement ‘enfermés’ en dehors de l’économie. Malheureusement, la plupart des pays africains ont délibérément mis en place des politiques qui excluent des catégories de la population de la vie commerciale journalière de leurs nations. Pour promouvoir une paix, une sécurité et une plus grande prospérité, l’élaboration et la mise en application

¹ Voir l’Annexe A pour la liste des participants au Forum.

² Voir l’Annexe B pour le programme du Forum.

des politiques inclusives ainsi que la mise en place des institutions nationales inclusives seront essentielles. Il faut donner à tous les citoyens des outils et des opportunités leur permettant de participer au développement de leurs pays.

Le rôle du gouvernement dans la création des conditions propices aux entreprises

La croissance de l’Afrique sera pilotée par le secteur privé, mais le secteur public à un rôle crucial à jouer dans la création d’un environnement qui est favorable aux entreprises. Des composantes importantes d’un environnement favorable comprennent: i) un environnement macro-économique stable et stimulant qui encourage l’épargne et les investissements, et qui permette aux entreprises de planifier et d’accéder à une combinaison de finances appropriées à plus long terme; ii) un cadre juste et équilibré de politiques et de réglementations; et iii) des infrastructures d’appui, spécialement les réseaux énergétiques et de transport.

Sans certitude ni prévisibilité des politiques, il est extrêmement difficile pour quiconque souhaite faire des affaires quelle que soit sa détermination et son assiduité au travail. Ainsi, la mise en application des politiques correctes de façon cohérente et tenace est requise. Les responsables gouvernementaux doivent définir une vision de développement et la suivre jusqu’au bout sans se laisser dévier par les vicissitudes des transitions politiques. En outre, les institutions chargées du développement du secteur privé dans les pays africains doivent être mieux coordonnées. Au lieu de se disputer des territoires, différents ministères, départements et agences doivent développer un programme cohérent et y participer tous afin de renforcer le développement du secteur privé.

Le renforcement de la confiance entre le gouvernement et les entreprises

La gouvernance transparente et l’état de droit aideront à résorber le déficit de confiance qui existe actuellement entre les secteurs public et privé en Afrique. Par le renforcement d’un sens de confiance et de sécurité sur le continent, la promotion de relations positives, constructives et fiables entre le gouvernement et les entreprises, les entrepreneurs africains, notamment ceux de la diaspora, seront encouragés à investir dans leurs propres économies, et le flux de capitaux en dehors du continent pourra ainsi être réduit. L’intégrité et l’engagement sont requis des deux parties. Sans intégrité dans le secteur privé, même un environnement politique dans un secteur public convenable et efficace sera corrompu.

Des politiques et des stratégies pour l’accroissement de la capacité de production

Les gouvernements africains doivent adopter des politiques et des stratégies audacieuses afin de promouvoir la capacité de production du continent. L’Afrique ne doit pas continuer à se positionner seulement comme une consommatrice. L’augmentation de la production sur le continent va renforcer son bras à la table des négociations parce que l’Afrique aura plus à offrir et plus à vendre. Ainsi, le défi que les gouvernements doivent relever est d’aider les entreprises à augmenter la productivité et se tailler une plus grosse part dans le commerce. A cette fin, un partenariat véritable entre les secteurs public et privé sera nécessaire pour identifier et choisir les domaines prioritaires d’investissements où l’Afrique jouit d’un avantage comparatif sur le plan de la production et des plus-values.

Toutefois, les participants ont exprimé différents points de vue quant à savoir si les politiques nationales et régionales d’industrialisation devaient privilégier l’appui au développement d’un nombre limité de plus grandes entreprises ou l’accompagnement du secteur des petites et moyennes entreprises (PME). Quelle que soit la démarche, les gouvernements nationaux auront à faire leur devoir quand il s’agira de conclure des accords commerciaux régionaux et de connaître les industries ayant les potentialités de développer des entreprises de référence au niveau nationales ou régionales. D’autre part, il est extrêmement important d’avoir des mécanismes nécessaires de consultation des parties-prenantes afin que le secteur privé et la société civile soient impliqués dans des négociations et qu’ils soient au courant de nouvelles opportunités.

Les dirigeants pour accélérer l’intégration

Les dirigeants africains doivent reconnaître l’importance de créer des conditions favorables à la prospérité du secteur privé, surtout le secteur privé local. En particulier, l’accélération de l’intégration régionale sera cruciale

pour la réduction des défis et risques liés à l’activité commerciale sur le continent. Les bienfaits de l’intégration régionale recourent de nombreux secteurs notamment le commerce, l’énergie, le tourisme, le développement des infrastructures, l’agriculture, la santé, les marchés de capitaux et les marchés financiers. Néanmoins, l’intégration régionale n’avance pas suffisamment vite. Le marché africain reste hautement fragmenté et le commerce intra-africain reste bel et bien en dessous du niveau d’autres régions du monde. Et pourtant, des accords commerciaux régionaux complets existent déjà et les intentions ainsi que les ambitions desdits accords sont excellentes. Ils ont juste besoin d’être mis en application. Le lancement récent du passeport panafricain par l’Union africaine constitue une étape prometteuse, mais l’action concertée et le sacrifice de la part des dirigeants africains sont nécessaires pour accélérer l’intégration et contribuer à l’amélioration du bien commun du continent.

Avec l’ouverture des frontières et la libre circulation des personnes, des compétences, des capitaux et des biens, le continent sera capable de détenir un immense marché, créer des opportunités et des emplois pour les jeunes et améliorer la qualité des vies de sa population. La régionalisation peut aussi aider à relever la plupart des défis auxquels font face les PME. En particulier, des initiatives régionales seront nécessaires pour trouver une solution au problème des infrastructures dans la mesure où un seul pays ne peut pas financer un coût estimatif de 13 milliards de dollars des Etats-Unis d’Amérique pour assurer la liaison du continent. Il sera nécessaire de se lever pour dépasser cet obstacle redoutable afin de réaliser les objectifs de l’Agenda 2063

Des accords commerciaux avantageux

Des accords commerciaux régionaux permettent aux économies africaines de consolider leurs capacités de production et renforcer une capacité démontrable de participer au commerce mondial. D’autre part, l’Afrique a été désavantagée par un nombre d’accords commerciaux mondiaux et intercontinentaux, qui ont conduit à la stagnation des efforts de modernisation des économies africaines. L’aide a été souvent offerte en remplacement d’un commerce équitable. Aussi les gouvernements africains sont-ils encouragés à promouvoir les capacités de production nationale et régionale afin d’établir une fondation plus solide pour un commerce mutuellement profitable. En particulier, les pays doivent mettre en œuvre les politiques délibérées afin d’avoir une autosuffisance alimentaire plutôt que d’accepter des produits agricoles subventionnés. Des accords commerciaux externes doivent être évalués de très près pour déterminer si et à quel degré ils s’éloignent des protocoles commerciaux régionaux. Les pays doivent aussi s’assurer que les accords commerciaux cadrent avec leurs politiques commerciales et industrielles nationales et qu’ils reflètent des intérêts nationaux et régionaux ainsi que les intérêts de l’Afrique dans son ensemble

Un mouvement progressif pour l’émancipation de la jeunesse

L’Afrique doit tirer parti des talents et du dynamisme de la jeunesse pour transformer le continent. Dans le monde entier, les gouvernements reconnaissent de plus en plus que les jeunes ont un rôle essentiel à jouer dans le développement national. Cependant, bien que les jeunes puissent être invités à exprimer leurs points de vue, ils sentent qu’ils ont typiquement peu de pouvoir ou d’influence pour avoir un impact sur les décisions qui affectent leurs vies. Le Forum de la jeunesse a, par conséquent, recommandé que des politiques soient mises en œuvre pour donner aux jeunes les moyens de créer leurs propres entreprises comme un moyen de gagner leur vie. Par exemple, les gouvernements pourraient mettre en place des mécanismes de donner aux jeunes entrepreneurs un capital initial, leur réserver une proportion d’adjudications publiques et /ou réduire des coûts administratifs ou des retards dans l’attribution des licences.

Des systèmes d’éducation forts feront partie intégrante de l’environnement favorable aux affaires dans l’ensemble, et les connaissances ainsi que les compétences locales seront essentielles pour l’industrialisation du continent. Pour s’assurer que l’explosion démographique des jeunes en Afrique est transformée en dividende démographique pour le développement, des écoles, des universités et d’autres opportunités de formation doivent être disponibles afin de préparer les jeunes à l’emploi dans un monde du 21ème siècle, de haute technologie et à mutation rapide. Les industries en Afrique peuvent être transformées et de nouvelles industries créées par le renforcement des capacités, l’investissement dans la recherche et le développement et la priorisation des sciences et des technologies. Les participants ont mis en exergue le succès des instituts Nelson Mandela de sciences et technologies de la Tanzanie, du Nigeria et du Burkina Faso et des pôles technologiques tels que la ‘Silicon Savannah’ au Kenya où les jeunes entrepreneurs étaient en train de changer la manière dont nous utilisons les technologies existantes et de développer de nouvelles technologies formidables pour répondre aux besoins du continent.

Dar es Salaam - July 28th - 29th 2016

AFRICAN
LEADERSHIP
FORUM



Enabling African Businesses to Transform the Continent





S.E Président Benjamin Mkapa déclare ouvert le Forum - African Leadership de 2016.

1. Séance d'ouverture

1.1 Allocution de bienvenue de S.E. Benjamin Mkapa

En tant qu'hôte du Forum des dirigeants africains, l'ancien Président de la République-Unie de Tanzanie, S.E. Benjamin Mkapa, a chaleureusement accueilli les délégués et leur a présenté le thème pour le dialogue de cette année : « Comment les entreprises africaines peuvent-elles être mises en mesure de transformer le continent plus rapidement et plus durablement ? »

Pour commencer, il a cité les pensées de Mwalimu Julius Nyerere, premier président de la Tanzanie. Celui-ci estimait qu'un pays pauvre comme la Tanzanie sortant du colonialisme devait travailler avec quatre préalables afin de se développer. Primo, les terres du pays doivent être déployées pour le développement. Secundo, la population doit être motivée pour assumer cette responsabilité. Tertio, de bonnes politiques sont requises pour permettre à la population d'utiliser les terres aux fins de leur développement. Enfin, un leadership adéquat est nécessaire afin d'ouvrir la voie pour ce développement et cette croissance viables.

Le Président Mkapa a souligné qu'il existait beaucoup de points de vue différents sur ce qu'est un développement durable, mais qu'il n'y avait aucun doute que les gens devaient déterminer eux-mêmes leur propre orientation.

Le défi est le leur. Le développement ne sera pas apporté par quelqu'un de l'extérieur aussi bien intentionné soit-il. Les gens eux-mêmes doivent mettre à contribution ces ressources. Le défi que nous devons relever est de savoir comment les utiliser.

Il a encore mentionné plusieurs questions-clés qu'il souhaitait qu'elles soient soulevées lors des débats du forum. Premièrement, comment la terre et son déploiement peuvent-ils favoriser le développement mais pas au prix des tensions et conflits entre les personnes de différentes races. Deuxièmement, comment les gens peuvent-ils être motivés sur le plan matériel et attitudinal afin qu'ils s'attèlent réellement au développement ? Troisièmement, comment les gens peuvent-ils être autonomisés financièrement ? Et, enfin, comment les gens motivés et productifs peuvent-ils trouver des débouchés pour leurs biens et services ? Il n'a pas souhaité préjuger l'issue des discussions mais a estimé que des solutions devaient être trouvées pour ces questions afin de réaliser les objectifs de développement dans le cadre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Avec grand plaisir, il a invité M. Siphon Nkosi, ancien Président de la Chambre des Mines d'Afrique du Sud à prononcer son discours liminaire pour ouvrir le dialogue.



M. Siphon Nkosi, ancien Président de la chambre des Mines de L'Afrique du sud prononce son discours liminaire au Forum ALF de 2016.

1.2 Discours liminaire : Mettre les entreprises africaines en mesure de devenir un moteur de transformation en Afrique

M. Siphon Nkosi, ancien Président de la chambre des mines d'Afrique du Sud

Après de chaleureuses salutations à l'endroit de tous les participants, avec les remerciements particuliers à l'hôte, le Président Mkapa, et à son mentor, M. Mbeki, M. Nkosi a précisé que son discours allait aborder deux principales questions : D'abord, comment les entreprises africaines peuvent-elles être un catalyseur et un moteur de transformation en Afrique, et, ensuite, dans quelle mesure la stratégie d'émancipation économique des Populations Noires (EPPN) mise en œuvre par le gouvernement post-apartheid d'Afrique du Sud fonctionne-t-elle et si ce modèle de transformation introduit dans le continent pouvait être amélioré.

De l'«habilitation» et de la «transformation»

Pour commencer, M. Nkosi a mis en évidence deux mots-clés du titre de sa présentation : «habilitation» et «transformation». En définissant le premier terme, il a énoncé que l'«habilitation» nécessitait la création

«...d'un environnement ou des conditions et/ou d'une opportunité pour les entreprises africaines de prospérer afin qu'elles soient plus inclusives et puissent créer un impact dans les vies des gens et, en même temps, susciter la confiance chez les africains. En d'autres mots, qui doit donner aux entreprises africaines les jambes pour courir et dominer le monde, et comment pouvons-nous procéder ? »

Il a ajouté que n'importe quelle mesure à mettre en place devait être aussi concurrentielle que possible afin de donner au continent les jambes agiles.

S'agissant de la «transformation», M. Nkosi a fait remarquer que la signification essentielle de ce terme était:

...le changement, particulièrement le changement d'un environnement existant, par lequel les entreprises africaines peuvent jouer un rôle de premier plan sur les marchés mondiaux, de sorte que le monde n'ait d'autre choix que de vouloir faire des affaires avec l'Afrique.

Des dirigeants passionnés seront essentiels pour la transformation du continent

Il a dit que toute transformation allait nécessiter l'adhésion à une série de conditions préalables bien connues, notamment un environnement politique et économique stable, des politiques claires qui puissent être mises en application, et la disponibilité d'infrastructures critiques et des ressources humaines qualifiées. Mais surtout, il faudrait y avoir des dirigeants passionnés pour apporter le changement et donner une vision de croissance et de progrès de la société

Les responsables des entreprises et les responsables gouvernementaux doivent avoir de l'amour pour eux-mêmes. Pour être un bon dirigeant, l'on doit d'abord avoir de l'amour envers soi. La deuxième chose, les responsables des entreprises et les responsables gouvernementaux doivent avoir de l'amour et de la passion pour leur propre peuple. Si ces éléments manquent, l'habilitation et la transformation des économies pourraient ne pas se produire. La dernière chose que je veux ajouter est que les responsables des entreprises et les responsables gouvernementaux doivent avoir de l'amour pour leur propre continent. Si ces trois principes manquent chez les gouvernements et les entreprises, je peux soutenir, de par mon expérience, qu'il y a un plus grand risque que nous finirons par nous concentrer sur nous-mêmes et nos intérêts personnels au détriment de la population.

Deux modèles réussis de transformation nationale: le Singapour et la Corée du Sud

M. Nkosi a ensuite tourné son attention vers deux exemples de transformation économique réussie : le Singapour et la Corée du Sud. Il a décrit comment, sous l'autorité de Lee Kuan Yew, le premier Premier Ministre du Singapour, le pays s'était transformé pour devenir une puissance économique en Asie, en adoptant des stratégies permettant de se concentrer sur ce qu'il avait et sur ce qui pourrait lui donner un avantage compétitif. Contrairement à la plupart des pays africains, ce pays n'avait ni ressources naturelles ni maritimes, mais il avait deux atouts : un emplacement stratégique et sa population. Fort de ces éléments et de sa vision de réussite, les entreprises ont vu le jour, et elles ont pu gérer l'un des terminaux à conteneurs les plus étendus et efficaces dans le monde. D'un pôle commercial focalisé sur les entreprises, le Singapour est aussi devenu un pôle financier et technologique. Des investissements ont afflué et des entreprises d'envergure mondiale ont déménagé vers le Singapour, qui devenait de plus en plus une liaison entre l'Asie et le reste du monde. Toutes ces initiatives ont vu la qualité de vie des Singapouriens s'améliorer. En bref, le gouvernement a créé un environnement qui a mis les entreprises en mesure de prospérer, et, ainsi faisant, il a créé des opportunités pour transformer le pays dans son ensemble.

En parlant de la Corée du Sud, M. Nkosi a mentionné que, depuis 1963, les dirigeants du pays avaient mis en place une série de plans économiques quinquennaux pour moderniser le pays. N'étant pas non plus richement dotée en ressources naturelles, la Corée du Sud s'est concentrée sur l'amélioration des compétences de sa population afin de stimuler la technologie et l'innovation. Le pays a atteint la croissance grâce à une politique orientée vers les exportations. En outre, les guerres et la souffrance que le pays avait endurées ont servi de base pour le patriotisme dans les cœurs des jeunes. Ils ont juré qu'ils ne seraient plus dominés par d'autres nations. Par-dessus tout, les responsables gouvernementaux se sont pleinement engagés à servir le peuple, en éliminant la corruption et en s'assurant que le secteur des entreprises améliore à tout prix les vies de la population.

De l'histoire de la transformation économique en Afrique du Sud

Pour préfacier ses réflexions sur la stratégie d'émancipation des Populations Noires dans l'Afrique du Sud post-apartheid, M. Nkosi a brossé un bref historique de la transformation économique du pays pendant les

³ Entre 1919 et 1921, la récession mondiale a fait chuter de façon dramatique le prix de l'or à l'échelle mondiale. En réponse à cette situation, des sociétés aurifères sud africaines ont tenté de réduire leurs frais de fonctionnement en réduisant les salaires des mineurs [blancs] et en promouvant les mineurs noirs moins payés aux postes qualifiés et d'encadrement. Dans le cadre de la protestation contre les actions des entreprises, les mineurs blancs ont appelé à une grève générale à la fin des années 1921. Le gouvernement de l'époque, dirigé par le Premier Ministre, Jan Smuts, a maté la rébellion avec force. La situation s'est rapidement dégradée en soulèvement armé en février 1922. Ayant commencé dans la région de Witwatersrand, la Révolte du Rand s'est étendue à d'autres régions du pays, y compris dans les banlieues de Johannesburg avant d'être réprimée avec violence par les forces armées et la police en mars 1922.

cent dernières années. Depuis la découverte des diamants (à la fin des années 1860) et de l'or [dans les années 1880], des expatriés étrangers se sont rendus en foule en Afrique du Sud et ont créé de nouvelles entreprises autour de l'industrie minière. Cependant, à la suite d'une série de grèves de mineurs et d'une rébellion de courte durée des mineurs blancs contre l'Etat dans les années 1920, les dirigeants du pays ont décidé d'industrialiser l'Afrique du Sud afin que sa prospérité ne dépende pas uniquement des ressources naturelles. Pour ce faire, le Premier Ministre d'alors, Jan Smuts, a fait appel aux compétences du Dr. Hendrick van Bijl, un scientifique chevronné d'origine sud africaine mais résidant à Chicago. Il confia à Bijl la tâche de diversifier l'économie axée sur les secteurs agricole et minier pour asseoir une économie industrielle. A son retour, Bijl a parcouru tout le pays. A la suite de sa mission d'information, il a formulé plusieurs recommandations dans le sens de la promotion de l'industrialisation. Premièrement, le pays avait besoin de l'électricité de bon marché et il avait le charbon pour en générer. Deuxièmement, le pays avait besoin d'acier. Et, troisièmement, il avait besoin de finances puisque toutes ces initiatives ne pouvaient pas se réaliser sans un capital pour propulser la croissance.

Ce qui est le plus important, peut-être, c'est que M. Nkosi a signalé que Bijl avait encouragé les gens à utiliser les ressources disponibles à l'intérieur du pays plutôt que de rechercher des ressources externes. De ces premières initiatives, des services publics de grande envergure furent créés, notamment Eskom (service public de l'électricité d'Afrique du Sud), Iscor Ltd (société sidérurgique paraétatique) et Sasol (société pétrolière et gazière intégrée). Les efforts ont été également orientés vers l'encouragement de la population à épargner de l'argent et à être auto-suffisante. Des sociétés d'assurance, de construction et des banques ont été créées. De cette manière, le pays a été recréé et il a été doté de jambes pour courir et concourir. Ce modèle économique a bien fonctionné mais il n'était évidemment pas un modèle inclusif. Comme on le sait, le pays était une société si divisée que tout bénéfice et développement profitait à un seul groupe racial au détriment d'un autre. A la lumière de ce contexte historique, M. Nkosi a abordé la question de l'émancipation économique des Populations Noires (EEP).⁴

De la stratégie d'émancipation économique des Populations Noires en Afrique du Sud

Des délégués participant à la cérémonie d'ouverture du forum ALF de 2016.



Anciens chefs d'états africains suivent le discours liminaire de l'ancien président de la Chambre des Mines de l'Afrique du sud M. Siphso Nkosi. De gauche, il y a S.E. Hifikepunye Pohamba de la Namibie, S.E. Joaquim Chissano du Mozambique, S.E. Benjamin Mkapa de la Tanzanie, S.E. Thabo Mbeki de l'Afrique du sud et S.E. Armando Guebuza du Mozambique.

Etant donné l'étendue de la question, M. Nkosi a fourni un résumé du Programme de l'EEP. Il a commencé par identifier les différents piliers de la stratégie. D'abord, s'agissant des entreprises existantes, la majorité de la population devait y avoir des actions et des intérêts. Ainsi, les processus ont été mis en branle non seulement pour la transmission-reprise des entreprises mais aussi pour l'équité en matière d'emplois, par lesquels les entreprises étaient encouragées à veiller à ce que les gens historiquement désavantagés soient nommés aux postes à différents niveaux au sein de leurs organisations respectives. Cette mesure nécessitait que l'on s'intéresse aux chaînes d'approvisionnement des entreprises. D'autres piliers de la stratégie comprenaient le développement des entreprises, par lequel chaque entreprise devait s'engager à développer des micros entreprises et prêter main-forte aux populations des zones où elles étaient implantées. M. Nkosi a dit que ces leviers politiques avaient bien fonctionné mais que le système exigeait une amélioration continue. En dépit des défis majeurs, il laissa entendre que l'émancipation économique des Populations Noires avait considérablement contribué à l'amélioration des vies des Sud-Africains, surtout en inspirant un mouvement de la jeunesse désireuse de créer et gérer ses propres entreprises.

On realizing the potential of African business to transform the continent

M. Nkosi a insisté sur sa croyance profonde en l'Afrique et dans les entreprises du continent. Pour y arriver, cependant, les gouvernements et les entreprises africains se devront de visualiser le futur avec toutes ses incertitudes et mettre à profit les ressources actuellement à sa disposition sans attendre le lendemain. Le continent regorge de ressources naturelles, notamment des terres arables ainsi que de grandes rivières et de grands barrages. Il est idéalement situé entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe et l'Extrême-Orient pour pouvoir tirer profit du commerce de transit. C'est un immense marché à part entière. Comme justement Hendrick van Bijl l'a dit une fois, quand il était au Chicago, le continent a une diaspora dotée de compétences et de ressources qui pourraient être canalisées en faveur du continent. En guise de conclusion, M. Nkosi a énoncé un nombre de facteurs qui pourraient être essentiels pour la transformation des entreprises africaines et des vies des populations africaines. Notamment, le progrès sera tributaire de la croissance des revenus moyens des citoyens. A son tour, celui-ci s'appuiera sur la promotion des économies inclusives, basées sur les technologies. Même l'agriculture doit être à haute technologie. Il convient de mettre tous les gens en mesure de participer à l'économie. Pour ce faire, le secteur informel, qui englobe la plupart des micros, petites et moyennes entreprises, tout comme l'économie rurale seront d'une importance cruciale. Il faudra trouver les moyens de renforcer ces vastes secteurs. En fin de compte, il faudra qu'il y ait des dirigeants passionnés et dévoués dans les secteurs public et privé pour la réussite de la transformation de l'Afrique.

Oui nous pouvons y arriver! L'Afrique peut se transformer et devenir une puissance. Des entreprises africaines peuvent être en tête de peloton si et seulement si un environnement propice à la prospérité des entreprises est assuré.

⁴ Avec la fin de l'apartheid et les élections générales de 1994, le gouvernement sud-africain a décidé que l'intervention directe dans la redistribution des avoirs et des opportunités était nécessaire pour redresser les inégalités économiques créées sous le régime de l'apartheid, qui a favorisé les propriétaires d'entreprises de race blanche. Sur base de l'EEP et du rapport de la Commission publié en 2001, un programme EEPN a été lancé en 2003. Par la suite, un programme EEPN a été mis en œuvre à partir de 2007.



Mme. Julie Gichuru (à gauche), anime la discussion plénière focalisant sur le discours liminaire de droite il y a Dr. Frannie Leautier Vice -Présidente de la Banque Africaine de Développement, S.E. Thabo Mbeki ancien Président de l'Afrique du sud, Prof. Kwesi Botchwey Fondateur et président exécutif de African Policy Ownership Initiative, S.E. Joaquim Chissano ancien Président du Mozambique et M. Siphon Nkosi, ancien Président de la Chambre des Mines de l'Afrique du sud.

1.3 Discussion en plénière

Modératrice: Mme Julie Gichuru

Intervenants

- S.E. Thabo Mbeki, ancien Président de l'Afrique du Sud
- S.E. Joaquim Chissano, ancien Président du Mozambique
- M. Siphon Nkosi, ancien Président de la Chambre des Mines d'Afrique du Sud
- Dr. Frannie Leautier, Vice-présidente de la Banque africaine de développement
- Professeur Kwesi Botchwey, Fondateur et Président exécutif de l'Initiative africaine pour l'appropriation des politiques

Préambule

Bien que les taux récents de croissance en Afrique soient célébrés dans les cercles de politiques et de développement, les défis considérables restent au niveau de la réalisation du potentiel du secteur privé en Afrique. Aussi la séance plénière du forum de cette année s'est-elle concentrée sur les questions, défis et opportunités importants avec lesquels se colletaient le secteur privé, ainsi que sur des institutions et des conditions d'appui souvent négligées alors qu'elles sont des conditions préalables à un secteur privé prospère. Les points

saillants des discussions sont résumés dans les sections ci-dessous.

Le rétablissement de la stabilité en Afrique comme condition préalable au développement des entreprises

En commençant la discussion en plénière, le modératrice, Julie Gichuru, a mené une réflexion sur les diverses circonstances qui prévalaient dans les pays à travers le continent. Elle a fait remarquer que certains Etats africains, tel que le Rwanda, avaient atteint de hauts niveaux de démocratie et de bonne gouvernance alors que d'autres pays, comme le Soudan du Sud, étaient minés par des conflits et semblaient s'effondrer. En reconnaissant que la stabilité était une condition sine qua non pour la réussite des entreprises africaines, elle a commencé par poser aux intervenants la question suivante : « Comment nous assurons-nous que nous avons une Afrique en sécurité sûre et jouons un rôle dans la garantie de la stabilité dans certains Etats ? »

Dr. Leautier a relevé que, pour le cas du Soudan du Sud, ce pays manquait lamentablement de compétences pour transformer l'économie. Depuis de nombreuses années, la partie australe du Soudan n'a pas été capable de participer au développement du pays ; ce qui a contribué à la pauvreté structurelle.

«La pauvreté engendre le désespoir. Celui-ci, quelquefois, conduit aux conflits et c'est clair dans cette situation.»

Quand on lui a demandé ce qui, selon lui, était la principale cause de l'instabilité en Afrique et comment elle pouvait être surmontée pour permettre le progrès du continent, le Président Mbeki a mené une réflexion sur les mots de l'orateur principal. M. Nkosi a soulevé un point très important, en disant que :

«...les dirigeants doivent avoir de l'amour pour eux-mêmes, et, ainsi, ils ne veulent pas être vus comme des personnalités ayant laissé derrière eux un mauvais exemple. Ils doivent aimer leur peuple. Ils se doivent d'aimer leurs pays et leur continent.»

Mais, lors de son intervention, il a plaisanté en demandant au Président M'kapa : «...mais où sont ces dirigeants africains dont vous parlez qui ont ces qualités agréables et formidables? »

En citant son expérience du conflit au Soudan du Sud et du processus de paix, le Président a souligné que, pendant les négociations de paix de 2004, Salva Kiir, actuel Président du Soudan du Sud, avait accusé le Président du Mouvement Populaire de libération Soudanais (MPLS) de l'époque, feu John Garang, de traiter le Mouvement comme une propriété personnelle. Il avait également accusé la direction du pays de ne pas se soucier des vies des citoyens ordinaires qu'ils voyaient simplement comme des instruments pour leurs aspirations personnelles. Il les avait aussi accusés non seulement de détenir des comptes bancaires à l'étranger mais aussi d'avoir leurs propres sociétés commerciales.

Kiir estimait que la corruption était profondément ancrée dans les mœurs des dirigeants du MPLS et qu'il ne savait pas comment elle allait être endiguée à mesure que la région se préparait à l'indépendance.

Abordant le déclenchement de la guerre civile de 2013, le Président Mbeki a noté que la tragédie de ce conflit résidait dans le fait que les dirigeants n'avaient pas relevé les défis qu'ils avaient eux-mêmes correctement identifiés en 2004. «C'est exactement pour les mêmes raisons qu'une guerre civile a éclaté au Soudan du Sud en 2013.» Ainsi, la qualité de gouvernance est cruciale pour la garantie d'une stabilité à travers le continent, et les commentaires pertinents de M. Nkosi sont d'une importance capitale et fondamentale pour la transformation de l'Afrique.

Besoins pour permettre aux entreprises africaines de prospérer et transformer le continent

Quand la modératrice lui a demandé de partager son expérience quant aux besoins impérieux qui devaient être satisfaits pour permettre aux entreprises africaines de prospérer, le Professeur Botchwey a décrit les trois défis qui entravaient le développement du secteur privé en Afrique. Premièrement, un environnement macro-économique stable et stimulant doit être mis en place, c.à.d. celui qui stimule l'épargne et les investissements, et qui permette aux entreprises de planifier et d'accéder à une combinaison de finances appropriées à plus long terme.



Dr. Frannie Leautier, Vice-présidente de la Banque Africaine de Développement et S.E Joaquim Chissano, ancien Président du Mozambique partagent leurs points de vue pendant le débat d'experts.



Le deuxième défi concerne les infrastructures en général, mais surtout l'électricité. Une source d'énergie fiable et stable est essentielle pour le bon fonctionnement et la compétitivité des entreprises.

Le troisième défi concerne la mise en application des politiques. A l'instar du Singapour et de la Corée du Sud, la mise en application des politiques correctes de façon cohérente et tenace est requise. Les responsables gouvernementaux doivent définir une vision de développement et la suivre jusqu'au bout sans se laisser dévier par les vicissitudes des transitions politiques. Il a fait remarquer que, trop souvent, quand un nouveau gouvernement est élu, il dit :

«Je n'aime pas ce que d'autres types faisaient. Je vais adopter une approche tout à fait nouvelle. Pis encore, il pourchasse les commerçants et les entrepreneurs qu'il croit qu'ils étaient associés ou alignés aux régimes antérieurs. Des exemples sont légion où, quand un nouveau gouvernement prend les rênes du pouvoir, et s'installent à l'étranger en attendant que les partis politiques auxquels ils étaient associés [ou perçus comme associés] reviennent au pouvoir.»

Mais, lors de son intervention, il a plaisanté en demandant au Président Mkaapa: «...mais où sont ces dirigeants africains dont vous parlez qui ont ces qualités agréables et formidables?»

En citant son expérience du conflit au Soudan du Sud et du processus de paix, le Président a souligné que, pendant les négociations de paix de 2004, Salva Kiir, actuel Président du Soudan du Sud, avait accusé le Président du Mouvement Populaire de libération Soudanais (MPLS) de l'époque, feu John Garang, de traiter le Mouvement comme une propriété personnelle. Il avait également accusé la direction du pays de ne pas se soucier des vies des citoyens ordinaires qu'ils voyaient simplement comme des instruments pour leurs aspirations personnelles. Il les avait aussi accusés non seulement de détenir des comptes bancaires à l'étranger mais aussi d'avoir leurs propres sociétés commerciales. Kiir estimait que la corruption était profondément ancrée dans les mœurs des dirigeants du MPLS et qu'il ne savait pas comment elle allait être endiguée à mesure que la région se préparait à l'indépendance.

Abordant le déclenchement de la guerre civile de 2013, le Président Mbeki a noté que la tragédie de ce conflit résidait dans le fait que les dirigeants n'avaient pas relevé les défis qu'ils avaient eux-mêmes correctement identifiés en 2004. «C'est exactement pour les mêmes raisons qu'une guerre civile a éclaté au Soudan du Sud en 2013.» Ainsi, la qualité de gouvernance est cruciale pour la garantie d'une stabilité à travers le continent, et les commentaires pertinents de M. Nkosi sont d'une importance capitale et fondamentale pour la transformation de l'Afrique.

Besoins pour permettre aux entreprises africaines de prospérer et transformer le continent

Quand la modératrice lui a demandé de partager son expérience quant aux besoins impérieux qui devaient être satisfaits pour permettre aux entreprises africaines de prospérer, le Professeur Botchwey a décrit les trois défis qui entravaient le développement du secteur privé en Afrique. Premièrement, un environnement macro-économique stable et stimulant doit être mis en place, c.à.d. celui qui stimule l'épargne et les investissements, et qui permette aux entreprises de planifier et d'accéder à une combinaison de finances appropriées à plus long terme.

Le deuxième défi concerne les infrastructures en général, mais surtout l'électricité. Une source d'énergie fiable et stable est essentielle pour le bon fonctionnement et la compétitivité des entreprises.

Le troisième défi concerne la mise en application des politiques. A l'instar du Singapour et de la Corée du Sud, la mise en application des politiques correctes de façon cohérente et tenace est requise. Les responsables gouvernementaux doivent définir une vision de développement et la suivre jusqu'au bout sans se laisser

dévier par les vicissitudes des transitions politiques. Il a fait remarquer que, trop souvent, quand un nouveau gouvernement est élu, il dit :

«Je n'aime pas ce que d'autres types faisaient. Je vais adopter une approche tout à fait nouvelle. Pis encore, il pourchasse les commerçants et les entrepreneurs qu'il croit qu'ils étaient associés ou alignés aux régimes antérieurs. Des exemples sont légion où, quand un nouveau gouvernement prend les rênes du pouvoir, les commerçants et les entrepreneurs fuient le pays, et s'installent à l'étranger en attendant que les partis politiques auxquels ils étaient associés [ou perçus comme associés] reviennent au pouvoir.»

«Nous jouissons d'immenses ressources terriennes au Mozambique. Nous pouvons alimenter l'Afrique australe si nous avons les connaissances, la technologie et, bien entendu, les finances.»

S.E. le Président Chissano

Des programmes de développement du secteur privé pour appuyer les PME

Plus tard dans la séance plénière, le Professeur Botchwey a mis en relief deux autres éléments en rapport avec les petites et moyennes entreprises (PME), qu'il a décrits comme « le terreau pour de grandes entreprises compétitives sur le plan mondial.» D'abord, les institutions de développement du secteur privé dans les pays africains ne sont pas bien coordonnées ; ce qui crée des conflits entre différents ministères. Au lieu de se disputer des territoires, les ministères doivent développer un programme cohérent pour renforcer le développement du secteur privé et y participer. Ensuite, s'agissant du financement des entreprises, un changement d'attitude parmi les personnes du secteur privé est

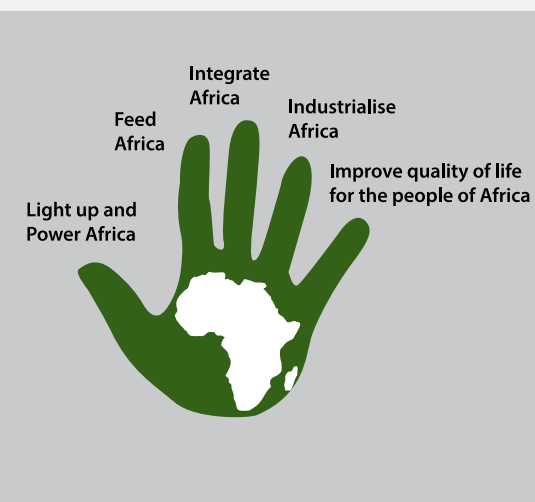
nécessaire afin qu'elles tirent profit des opportunités d'obtention de capitaux spéculatifs à travers les bourses plutôt que de simplement solliciter des financements bancaires, vu surtout les perceptions des risques que les banques ont envers les PME et qui se traduisent par les taux d'intérêts exorbitants imposés sur les prêts. Citant son expérience acquise dans un programme de développement du secteur privé au Ghana, il a souligné :

Nous voulons investir dans les PME non pas en leur donnant de l'argent mais en y injectant des fonds propres...ensuite, nous pourrions déléguer quelqu'un auprès de leurs conseils pour les aider dans l'élaboration des politiques. La plupart d'entre elles n'ont pas souhaité avoir de tels fonds propres parce qu'elles voulaient leurs propres entreprises à elles-mêmes. Ces attitudes doivent aussi changer.

M. Deogratius Kilawe a recommandé que chaque pays africain doive avoir un Ministère chargé uniquement des petites entreprises. Actuellement, les pays ont typiquement un Ministère du Commerce chargé globalement de la promotion des entreprises. Si les pays comme la Tanzanie désirent ardemment s'industrialiser, ils doivent créer un ministère qui se concentre sur trois millions deux cent mille (3.200.000) petites entreprises du pays et leur apporter son appui.

Awa Dabo, Directrice du bureau de pays du PNUD en Tanzanie, s'est aussi exprimée au nom de petites entreprises. Elle a commencé par souligner l'importance de reconnaître que le contexte des entreprises, en particulier les petites entreprises, variait beaucoup selon les pays. Elle a ensuite reconnu la croyance populaire selon laquelle une petite entreprise était un socle du développement et qu'elle serait la base du changement transformatif en Afrique, du ménage vers le haut. Mais, ironiquement, ce sont de petites entreprises africaines qui souffrent le plus d'un enchevêtrement complexe de politiques et réglementations dans les efforts qu'elles déploient pour gagner un revenu viable. Elle a ajouté que l'accès aux finances était important et a souscrit aux commentaires du Professeur Botchwey au sujet de la forte dépendance actuelle sur les banques. Mais elle a précisé que la réalité chez la plupart des africains et des africaines au plus bas niveau était telle qu'ils n'avaient aucune idée où trouver des financements en premier lieu, que ce soit auprès des banques ou ailleurs. En clôturant son intervention, elle a dit :

Je pense que la situation est plus complexe et qu'elle revient à la question initiale de la gouvernance...On peut avoir de bonnes entreprises et de bons investissements mais sans de bons gouvernements et sans volonté politique de créer des environnements favorables, rien ne va changer si le geste n'est pas joint à la parole.



Mme. Awa Dabo, Directrice de pays du PNUD en Tanzanie.



S.E. Thabo Mbeki, ancien Président de l'Afrique du sud insiste sur le défi de gouvernance dans les secteurs publics et privés.

Défi de gouvernance dans les secteurs public et privé

En se concentrant sur le thème central du forum sur la manière de mettre les entreprises africaines en mesure de transformer le continent, le Président Mbeki a décrit trois questions qui mettaient en évidence le besoin pressant d'améliorer la gouvernance dans des pays africains. En 2015, il a participé à l'Assemblée générale annuelle de l'Association des fabricants du Nigeria, une institution qui s'autofinance depuis quatre décennies. A la réunion, les participants ont réitéré que le problème majeur auquel le secteur manufacturier faisait face au Nigeria était le manque d'infrastructures. Le gouvernement avait échoué à pourvoir de l'électricité. Ainsi, les entreprises se voyaient obligées d'acheter des groupes électrogènes. Le gouvernement avait manqué à son obligation de construire des routes. Ainsi, le transport de la production de l'usine au marché était un combat continu.

Ainsi, au lieu de se focaliser directement sur le rôle du secteur privé nigérian dans sa contribution à la modernisation et à l'industrialisation, le Président Mbeki a mis en évidence le défi de la bonne gouvernance dans ce pays.

Le Nigeria va échouer non pas à cause du manque de bonne volonté de la part du secteur privé, pas même à cause des hostilités, mais à la suite de certains manquements qui caractérisent la gouvernance nigériane depuis de nombreuses années, même plusieurs décennies. Je ne sais pas si tel est le problème général en Afrique, mais c'est sans conteste un problème nigérian. Si, donc, nous sommes en train de discuter du rôle du secteur privé dans la façon dont s'est posé la question dans la présente séance, ce problème est l'une des questions qui méritent d'être abordées. Le problème n'est pas simplement l'absence d'infrastructures mais ce qui cause cette absence d'infrastructures. Ce problème devient un défi. Un défi de gouvernance alors.

Le Président Mbeki a ensuite décrit comment le manque de confiance des hommes d'affaires dans le gouvernement en Afrique du Sud était en train de saper l'investissement des capitaux dans le pays. Il a signalé que, depuis la fin de l'apartheid en 1994 et l'élection d'un gouvernement mené par des Noirs, le secteur privé, dominé par des blancs, avait été très sceptique et incertain quant à l'avenir de l'Afrique du Sud. En conséquence, les entreprises maintiennent les niveaux de liquidité bien au dessus de la moyenne mondiale. Qu'est ce qui déclenche ce phénomène de forte liquidité ? En donnant des explications, le Président Mbeki a laissé entendre que la perception trop fréquente au sein du secteur privé était celle-ci :

...peu importe la transition en douceur qui a eu lieu, il y aura à coup sûr un désastre demain parce que nous sommes un pays africain, et, en conséquence, je ne peux pas investir tout mon argent parce que, en fin de compte, il faudra que je m'enfuir. C'est un fait avéré. Je ne peux pas emporter et courir avec une usine, mais avec de l'argent liquide je le peux... Nous ne faisons pas confiance à ce gouvernement mené par des Noirs. Il y aura à coup sûr un désastre demain. Je dois donc m'enfuir avec suffisamment d'argent dans ma poche.

Le Président Mbeki a ensuite porté son attention sur les mouvements illicites de capitaux. Il a dit que : « Des quantités colossales de capitaux quittent le continent illicitement et nous sommes en partie responsables de cette situation. » Qu'il s'agisse du pétrole ou des diamants ou de la tanzanite, il existe des preuves évidentes que le secteur privé fait une sous-déclaration de sa production et exporte illégalement chaque année du continent des ressources valant des millions de dollars.

Les secteurs public et privé doivent main dans la main relever ces défis majeurs pour s'assurer que les entreprises peuvent déclencher la transformation du continent.

Le Professeur Botchwey a partagé entièrement l'avis du Président Mbeki. Une relation correcte doit s'établir entre les secteurs privé et public pour créer la confiance. A cet égard, il a suggéré que :

... nous ne devons pas sous-estimer le rôle très important du secteur public et de l'Etat dans la création d'un environnement politique correct qui fournisse un cadre incitatif pour assurer la prospérité du secteur privé.

Il faut trouver un juste équilibre. Il a dit que :

Si on a un secteur privé dirigé ou défini par une bonne partie des hommes d'affaires qui ne paient pas d'impôts, qui n'apportent pas d'appui quelconque au développement communautaire, etc., manifestement il ne crée pas la croissance parce que les revenus ne fleurissent pas et cette situation a d'autres implications même sur la stabilité de l'environnement macro-économique. D'autre part, si, en instituant des politiques, l'Etat crée des conditions qui favorisent la corruption, cette situation pose un problème. Manifestement si l'Etat fixe les impôts, les redevances ou les tarifs prohibitifs, les gens trouveront une façon de les contourner. C'est pour cela que notre démarche d'élaboration des politiques publiques et d'application des lois doit être guidée par un souci d'intégrité et de choix judicieux.

Quand il lui a été demandé comment il pourrait conseiller le secteur privé africain face à ses responsabilités envers le

gouvernement, le Président Chissano a insisté sur la nécessité de faciliter un dialogue afin d'asseoir la confiance entre les entreprises et le secteur public. Il a ajouté :

... nous devons être prudents quand nous formulons des exigences concernant le secteur privé. Nous devons être certains que notre secteur privé est en mesure d'honorer nos exigences, en analysant la situation dans laquelle il se trouve dans nos pays respectifs à un moment donné.

Cependant, il a dit qu'une chose qu'il fallait exiger des entreprises était qu'elles doivent être honnêtes.

Dans ses observations finales, le Professeur Botchwey s'est exprimé avec franchise sur la question de la confiance et de l'intégrité entre les secteurs public et privé. Il a signalé que chaque fois qu'un gouvernement lançait un important appel d'offres, une horde de fournisseurs ciblait tout fonctionnaire impliqué dans la prise de décisions. Il a dit :

Sans intégrité dans le secteur privé, même un environnement politique dans un secteur public convenable et efficace sera corrompu. Ainsi, quand on parle de la confiance, elle doit impliquer une situation réelle d'intégrité et d'engagement des deux côtés afin que les règles que nous fixons soient appliquées pour le bien de notre société.

De la capacité de la classe capitaliste africaine

Le Professeur Mkandawire a présenté une perspective historique de la classe capitaliste africaine. Il a fait remarquer que Nyerere et Nkrumah, respectivement pères fondateurs de la Tanzanie et du Ghana, avaient plaidé en faveur du socialisme parce qu'ils doutaient de la capacité de la classe capitaliste locale. Il a noté, en outre, que pendant les trente dernières années de l'ajustement structurel, aucune politique favorable au commerce n'avait été mise en œuvre en Afrique ; seules les politiques orientées sur le marché l'ont été. Encore aujourd'hui, les programmes de la Banque mondiale d'appui aux entreprises sont dans l'ensemble focalisés sur la réduction des coûts de transaction et non sur celle des coûts de production. Ainsi, le processus de création d'un climat favorable à la prospérité des entreprises sur le continent est un problème extrêmement complexe.

Il ne suffit pas de dire que nous voulons que les entreprises prospèrent ; nous devons connaître les capacités qu'elles ont et la capacité de l'Etat à satisfaire les besoins du secteur privé.

Dans ses commentaires lors de la discussion en plénière, Deogratius Kilawe, Directeur général de l'entreprise « Excel Management and Outsourcing », a fait remarquer que, pour aider les entreprises à transformer le continent africain, il faudrait former des personnes qualifiées pour prendre la direction des meilleures entreprises dans leurs pays. Cependant, il a dit que, actuellement, plus de 90% des PDG des grandes entreprises de la Tanzanie n'étaient pas des ressortissants tanzaniens. Et pour protéger leurs postes et intérêts en tant qu'investisseurs, ces patrons préfèrent recruter les gens de



De gauche: Prof. Kwesi Botchwey, Fondateur et Président de African Policy Ownership Initiative; Prof. Thandika Mkandawire, Président et professeur du développement africain à London School of Economics; et M. Deogratius Kilawe, PDG de Excel Management and Outsourcing.

leurs pays d'origine. Ainsi, il est très difficile pour les entrepreneurs nationaux de réussir dans ce genre d'environnement parce que les décideurs qui de fait contrôlent l'économie sont des ressortissants non-tanzaniens.

Changement de mentalité culturelle envers l'entreprise

Un défi supplémentaire est culturel. Le Professeur Botchwey a estimé qu'il fallait un changement dans la façon dont l'entreprise et les hommes d'affaires sont perçus, en particulier les hommes d'affaires locaux. Il a dit :

Je crains que dans de nombreux pays nous n'ayons une difficulté d'accepter de voir ... des industries prospérer, particulièrement si elles deviennent très riches et pèsent des millions et des milliards. En quelque sorte, il nous est plus facile d'accepter un milliardaire étranger dans notre pays. Quand nous voyons un ressortissant de notre pays qui est un homme ou une femme d'affaires extrêmement riche, l'idée qui nous vient immédiatement à l'esprit est de conclure que c'est un voleur ou une voleuse. Il ne pourrait pas avoir gagné ses biens de façon honnête, alors qu'un homme d'affaires étranger est jugé honnête quand bien-même il y aurait des preuves bien connues l'impliquant dans des histoires de vol. Nous devons donc changer notre mentalité culturelle.

Pendant la discussion en plénière, **M. John Cheyo** a pris une position similaire.

Je pense qu'il y a quelques propos que nous devons changer dans nos pays africains. Le propos numéro un : Nous avons maintes et maintes fois inculqué dans nos populations le mot 'pauvreté'. Partout où nous allons chaque fois, nous entendons la même chanson que l'Afrique est pauvre. La situation est telle qu'il est probable que nos dirigeants veuillent paraître pauvres quand bien même leur poche serait bourrée d'argent. J'estime, donc, que ce que nous devrions inculquer dans nos populations est de créer un environnement favorable à la création de richesses, au gain d'argent, et cela n'est pas impossible.

S.E. l'Ambassadrice Ami Mpungwe, Présidente de la Chambre des Minéraux et de l'Énergie de la Tanzanie, a fait remarquer qu'il fallait développer dans les pays africains une culture commerciale et entrepreneuriale et que le gouvernement avait un rôle à jouer dans la promotion des entreprises privées dans les économies nationales, particulièrement dans les pays comme la Tanzanie où, dans le passé, l'activité commerciale était considérée presque comme un tabou. Le message doit aussi être passé à toutes les sociétés transnationales opérant en Afrique que l'ancien modèle inspiré de la colonisation et l'époque de faire des affaires en réduisant la population locale aux spectateurs passifs étaient révolus. Les entreprises commerciales locales doivent participer dans ce secteur.

La nature de la transformation recherchée

En réponse à la question posée par **Akil Apasoya** du Ghana de savoir la nature de la transformation recherchée et si le continent s'y était mis d'accord et comment une Afrique transformée serait reconnue, le Président Mbeki a identifié deux objectifs principaux : l'éradication de la pauvreté et l'éradication du sous-développement.

Le Président Chissano a partagé son approche.

Nous devons voir que la cible est le développement du pays, celui des citoyens. En d'autres mots, c'est le développement humain.

Il a ajouté que l'Agenda 2063 fixé par l'Union africaine assurait une vision à long terme pour le développement du continent. L'objectif premier de l'agenda est d'avoir une Afrique prospère basée sur la croissance inclusive et le développement durable. Les efforts concertés de toutes les parties prenantes, le gouvernement, les entreprises et la société civile seront indispensables pour créer une mentalité nécessaire afin de réaliser cette vision.



M. John Cheyo, ancien député et président de United Democratic Party



Ambassadeur Ami Mpungwe, Président de la Chambre des ressources minérales et énergétiques de la Tanzanie.



Prof. Akilagpaac Sawyerr, Président de l'Académie des Arts et Sciences du Ghana.



M. Ali Mufuruki, Président d'Infotech Group partage ses idées sur l'importance du leadership.

L'importance du leadership

Pendant la discussion en plénière, l'orateur principal, M. Siphon Nkosi, a réitéré l'importance du leadership dans chaque pays. Il a dit :

Il doit y avoir quelqu'un dans n'importe quelle situation et dans n'importe quel pays... la règle de 80/20 quelquefois fonctionne là où ce n'est pas les 80% qui rythment la croissance et le développement ; mais c'est juste un groupe restreint de gens qui inspirent la confiance... L'Afrique du Sud et la plupart des pays africains n'auraient jamais été libérés s'il n'y avait pas eu une vision focale.

On avait besoin d'un leadership prudent et avisé qui oriente et motive mais qui rejette la corruption.

Nos yeux ... sont fixés sur vous en tant que nos dirigeants ; alors dirigez-nous bien !... Il importe que vous nous motiviez. Il importe que vous nous donniez une orientation et une direction parce que nous allons probablement suivre la plupart des conseils que vous allez nous donner... [et] comme vous me dirigez, ne permettez pas que je vous corrompe et vous ne devez pas me corrompre. Et tout ce que nous faisons, nous le faisons dans l'intérêt de nous-mêmes et celui de nos peuples car nous accordons la priorité aux populations.

Dans la discussion en plénière, **M. Ali Mufuruki**, Président de la société « **Infotech Group** », a apporté ses réflexions sur le thème du leadership. Les dirigeants, a-t-il dit, doivent reconnaître l'importance de la création des conditions favorables à l'épanouissement et à l'essor du secteur privé, notamment le secteur privé national.

Le pouvoir politique qui ne repose pas sur le pouvoir économique n'a absolument aucun sens. Nous avons connu un grand nombre de dirigeants africains dont l'obsession majeure était d'être politiquement puissants, sans se soucier de la situation économique dans leurs pays. Avant que leur pouvoir politique ne se traduise par l'émancipation économique de leurs citoyens, ils n'auront pas gouverné. Je pense qu'il est très important que tous les dirigeants s'en souviennent.

M. Abdoulie Janneh, Directeur exécutif de la Fondation Mo Ibrahim, a aussi mis l'accent sur la nécessité des dirigeants visionnaires qui gouvernent mieux le continent. Quant à la gouvernance, il a souligné qu'elle impliquait que les gouvernements, comme ils se doivent, livrent les produits et les services dont le citoyen moyen a besoin, notamment la garantie d'un environnement propice à la prospérité des entreprises et des affaires.

Dans le même ordre d'idées, **M. Ibrahim Lipumba, économiste tanzanien**, a fait remarquer que les dirigeants devaient non seulement inspirer les mesures requises pour le bon fonctionnement du secteur privé mais aussi être capables de les gérer et les mettre en exécution.

Toutefois, l'Honorable **Janet Mbene, Vice-ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Commercialisation en Tanzanie**, a ajouté une note d'avertissement. Elle a pointé du doigt la tension croissante entre les dirigeants et leur peuple, notamment les citoyens ordinaires, les acteurs non étatiques et les entrepreneurs, qu'elle a attribuée à une rupture de communication. Elle a conseillé les dirigeants de mieux communiquer la vision nationale afin que tous les acteurs travaillent main dans la main pour le bien du pays.

Dans ses observations finales, **le Professeur Botchwey** a fait remarquer qu'un leadership visionnaire n'était pas un concept métaphysique.

Un bon dirigeant est celui dont la vision s'inspire des aspirations du peuple... et ce qui va garantir ce leadership visionnaire est le leadership des masses de la population, le leadership d'une société civile informée qui aide ces dirigeants à rester sur la bonne voie.

L'amour, le savoir et la créativité: Trois concepts infinis qui doivent guider la transformation de l'Afrique

Pour conclure la séance plénière, **Dr. Leautier** a signalé qu'il y avait seulement trois concepts « infinis ». Le premier est l'amour ; l'amour est infini — l'amour d'une mère pour un enfant, celui d'un patriote à l'égard de son pays, un fondateur d'une entreprise envers son entreprise. Le deuxième concept est le savoir qui est lié à l'apprentissage. Le troisième concept est la créativité qui conduit à l'innovation. D'après elle, la mise de l'accent sur ces trois concepts infinis servirait de guide de voyage et de négociation dans la démarche complexe de mettre les entreprises africaines en mesure de transformer le continent.



M. Abdoulie Janneh, Directeur Exécutif de la Fondation Mo Ibrahim.



Hon. Janet Mbene, membre parlementaire et ancienne Ministre de l'Industrie, Commerce et Marketing en Tanzanie.



Groupe d'experts pendant la session 'Rendre Les Entreprises Africaines Inclusives'. De droite il ya M. Trevor Ncube, Président Exécutif Adjoint de Mail and Guardian Media Group, Afrique du sud, S.E. Hifikepunye Pohamba, ancien Président de la Namibie; M. Kebour Ghenna, Directeur Exécutif de la Chambre de Commerce et de l'Industrie Panafricaine ; S.E. Armando Guebuza, ancien Président du Mozambique; Mme. Mmatsatsi Ramawela, Présidente Directrice Générale du conseil de l'Entreprise de Tourisme de l'Afrique du sud et Mme. Lerato Mbele, la modératrice.



S.E Armando Guebuza, ancien Président du Mozambique.



S.E. Hifikepunye Pohamba, ancien Président de la Namibie.

2. Discussions de groupe

Cette section présente une sélection des points saillants qui ont été dégagés des trois tables rondes organisées lors du Forum des dirigeants africains en 2016. Les trois tables rondes sont les suivantes:

Table ronde 1: Rendre les entreprises africaines inclusives

Table ronde 2: Renforcement des entreprises à travers l'intégration régionale

Table ronde 3: Impact des accords commerciaux sur les entreprises et le développement du Secteur privé

une diversité d'individus dans les chaînes de valeur, qu'ils soient consommateurs, producteurs, employés ou entrepreneurs. De cette façon, les bénéfices de la croissance peuvent être transmis plus directement à toutes les couches de la population. Il ne s'agit pas de la charité. Des entreprises inclusives créent une fondation solide pour les profits et la croissance à long terme en intégrant des gens auparavant exclus des chaînes de valeur. Cette session s'est penchée sur la manière de rendre les entreprises africaines plus inclusives et transformatives. Des questions-clés qui ont fait l'objet de discussions pendant la session sont mises en évidence dans les sections suivantes.

De la nécessité de la redistribution des richesses: Abandonner le modèle économique des riches et des pauvres fortement implanté dans le système

Dans sa déclaration d'ouverture du panel, le Président Guebuza a conseillé que, pour que l'Afrique puisse créer les richesses pour sa propre population, il fallait abandonner le modèle économique mondial à deux faces des riches du Nord et des pauvres du Sud. Jusqu'à présent, les élites des pays africains ont reproduit ce modèle dichotomique sur le continent, par lequel une partie est riche et peut être encore plus riche tandis qu'une autre est pauvre et condamnée à l'être toujours pour servir les riches. Manifestement, un changement s'impose. « *Nous ne voulons pas que les riches deviennent pauvres, mais nous ne voulons pas non plus que les pauvres s'appauvrissent davantage.* »

En menant une réflexion sur le cas du Mozambique, il a signalé que le processus de changement de ce modèle pourrait prendre des générations dans la mesure où il fallait trouver une solution aux problèmes complexes du manque de produits alimentaires, d'écoles, d'infrastructures, de sources d'énergie et de services sociaux en milieu rural. Il a dit que, dans le passé, il existait une théorie économique selon laquelle les milieux urbains plus riches influenceraient les milieux ruraux proches. Mais tel n'est pas le cas en pratique. Par contre, il a proposé qu'il fallait expérimenter des solutions innovantes pour multiplier les opportunités de chaque citoyen afin qu'il sorte de la pauvreté, à commencer par les produits alimentaires et l'emploi. Au Mozambique, par exemple, des fonds ont été affectés aux districts pour être investis dans des projets communautaires afin d'augmenter la production alimentaire et créer des emplois. Au lieu de canaliser les fonds par l'intermédiaire des banques, les projets ont été approuvés et les fonds distribués aux personnes qui travaillaient dur à travers des comités élus au niveau local. Aux débuts de cette initiative nationale, il y avait

2.1 Table ronde I: Rendre les entreprises africaines inclusives

Modératrice: Mme Lerato Mbele

Intervenants:

- S.E. Armando Guebuza, ancien Président du Mozambique
- S.E. Hifikepunye Pohamba, ancien Président de la Namibie
- M. Trevor Ncube, Vice-président exécutif de l'entreprise « Mail and Guardian Media Group », Afrique du Sud
- M. Kebour Ghenna, Directeur exécutif de la Chambre panafricaine de commerce et d'industrie
- Mme Mmatsatsi Ramawela, PDG, Conseil du Tourisme d'Afrique du Sud

Préambule

Il est crucial de mettre tous les africains en mesure de participer dans l'entreprise privée pour que les entreprises africaines occupent leur véritable place de moteur de développement et de transformation durables. Des entreprises inclusives intègrent

beaucoup de plaintes et de problèmes liés au manque par les districts de capacité pour gérer les fonds et à la manière dont ils étaient utilisés. Mais, à la longue, ce système peut insuffler un élan non seulement :

... pour former les populations plus vite, mais aussi pour relever le défi de démocratiser davantage la société, le monde rural, et mettre les dirigeants sous une pression constante afin qu'ils soient redevables devant la population.

De nouveaux modèles comme celui-ci doivent être mis en place pour encourager les gens à aller à l'école apprendre des compétences leur permettant de résoudre les problèmes et montrer à leurs communautés respectives les avantages de combattre la pauvreté de façon plus positive et de distribuer des richesses à toute la population de nos pays. Plus tard dans la discussion, il a souligné que, pendant les 500 ans de la domination coloniale, une seule université avait été créée dans le pays, en 1962, à Maputo. Aujourd'hui, des institutions d'enseignement supérieur ont été créées dans toutes les onze provinces du Mozambique.

Le Président Pohamba a développé les idées du Président Guebuza. En particulier, il a dit que la redistribution des richesses dans les pays africains après la décolonisation était un exercice nécessitant une longue période. Citant le cas de l'Afrique australe, en général, et de la Namibie, en particulier, il a signalé que, après l'indépendance, la plupart des terres étaient encore dans les mains de la population d'origine européenne. Cependant, il existe, dans la Constitution de la Namibie, une disposition qui prévoit que l'Etat doit payer une compensation équitable pour toute propriété acquise.

Depuis l'indépendance, l'Etat essaie de normaliser la situation en mettant des fonds de côté à partir du budget pour acheter les propriétés, particulièrement les terres agricoles. Mais ce processus est lent et difficile à rectifier. Economiquement, les Namibiens noirs restent extrêmement désavantagés par rapport à leurs concitoyens. De plus, cette situation s'applique également au secteur commercial dans la mesure où la plupart de gens n'ont pas accès aux capitaux. L'Etat a mis en place un nombre d'institutions financières pour permettre à la population d'avoir accès aux prêts ; mais force est de constater que très peu de personnes mettent à contribution ces services. La réalité reste telle que la majorité des citoyens namibiens sont sans argent ni emploi, alors que ceux qui ont de l'argent contrôlent les affaires et les emplois.

De l'émancipation de la population

En reprenant un commentaire de la plénière, M. Ncube a dit que la perception africaine sur les affaires et les entreprises devait être changée. L'émancipation des populations afin qu'elles trouvent des solutions à leurs propres problèmes et qu'elles pensent qu'elles le peuvent est cruciale pour rendre les entreprises plus inclusives.

Parce que, présentement, nous avons le sentiment à travers tout le continent que les populations ont été déresponsabilisées à moins que le gouvernement ne parcoure les milieux ruraux, les milieux urbains ou les municipalités avec des solutions, les populations n'ont pas de solutions pour les problèmes auxquels elles font face. Cette notion n'est pas correcte, et nous devons nous en éloigner.



Mme. Mmatsatsi Ramawela, Présidente Directrice Générale du conseil de l'Entreprise de Tourisme de l'Afrique du sud.

Dans le même ordre d'idées, il sera essentiel d'élaborer des politiques inclusives, de les mettre en œuvre et de mettre en place des institutions inclusives.

...sur le continent, malheureusement, quel que soit le pays que vous considérez, nous avons des politiques qui ont été instituées délibérément pour exclure certaines sections de la population. Nous avons des incidents et des événements qui se sont produits et ont créé un sentiment qu'une grande partie de la population ne se sent pas incluse dans les activités commerciales journalières de leurs pays respectifs.

Dans sa déclaration d'ouverture, **Mme Ramawela** a dit que les grands écarts existant entre les riches et les pauvres en Afrique ne pouvaient pas être passés sous silence. Pour émanciper les gens, l'Afrique doit d'abord satisfaire les besoins fondamentaux de sa population. Une personne doit avoir un estomac rempli et un logement avant qu'elle ne s'engage avec succès dans les affaires. A cette fin, elle a laissé entendre que la manière dont les gens conçoivent la richesse actuellement devait changer pour être remplacée par une perspective africaine. Par exemple, dans la plupart des régions de l'Afrique, la possession du bétail reflète de la richesse. Si la valeur était assignée à ces avoirs, une garantie pourrait être ainsi créée pour les gens qui veulent se lancer dans les affaires. De cette façon, les africains pourraient être émancipés avec plus d'opportunités pour développer ce qu'ils possèdent actuellement.

A son tour, l'Afrique doit changer son dialogue avec le reste du monde pour aborder les questions d'inégalité et ceci commence par trouver une solution aux problèmes liés au commerce. Par exemple, pourquoi l'Afrique cherche-t-elle à avoir des relations commerciales en dehors du continent ou préfère-t-elle des sociétés et entreprises étrangères au détriment des entreprises africaines ? Les africains se doivent de travailler ensemble afin d'émanciper le continent.

Du rôle du gouvernement dans la réduction des barrières et la création d'un environnement favorable aux entreprises

M. Ncube a aussi estimé que le rôle fondamental du gouvernement était d'améliorer la facilité à faire des affaires et non de créer des barrières. Le gouvernement doit veiller à ce que les agri-éleveurs aient des débouchés et une route pour pouvoir transporter leurs produits et services vers le marché. Le gouvernement doit aussi garantir la stabilité économique et la stabilité des prix. Sans certitude ni prévisibilité des politiques, il est extrêmement difficile pour quiconque veut se lancer dans les affaires quelle que soit sa détermination et son assiduité au travail.

De l'abondance à la pénurie: Réponse à la nouvelle réalité de l'économie mondiale

Se mettant à la place d'un homme ou d'une femme d'affaires, **M. Ghenna** s'est demandé ce que le concept d'entreprise inclusive signifiait en pratique. «Quelle est la différence entre une véritable entreprise et une entreprise inclusive? L'une

est-elle moindre que l'autre? » Il a estimé que l'entreprise inclusive était plutôt un nouveau phénomène très différent de la nature de l'entreprise telle que la majorité des gens l'entendent. Il a laissé entendre que le concept avait évolué suite au niveau des problèmes auxquels faisaient face les pays africains, qui n'ont pas pu créer des opportunités ni apporter la prospérité. En conséquence, l'on attend tellement de ces entreprises dites inclusives. En ce qui le concernait, il était réticent à :

«...suivre le courant et dire ceci est quelque chose dont nous avons besoin réellement pour construire. Mais je comprends que les entreprises, la société civile et le gouvernement doivent se mettre ensemble et trouver des solutions aux problèmes de notre époque. Le problème de notre époque est tel que nous venons d'émerger d'un siècle où le modèle économique reposait sur l'abondance au moment où nous entrons désormais dans une période où la pénurie fait partie intégrante du monde et que nous devons nous y adapter.»

Il a aussi fait remarquer que le concept même de l'entreprise était un nouveau phénomène économique et culturel pour de nombreux africains.

Je dirais peut-être que je fais partie de la première génération qui s'est lancé dans les affaires. ...Ainsi, ceci est en réalité un nouveau phénomène pour nous —de l'entreprise! Et je suis convaincu que, pour la plupart des africains, ... l'entreprise n'est pas un événement auquel nous étions habitués depuis des siècles et des siècles.

En premier lieu: la nécessité de l'éducation

De ce fait, **M. Ghenna** a estimé que la première chose nécessaire était l'éducation. Il a énuméré des efforts louables du gouvernement de son pays d'origine, l'Éthiopie, dans le développement de parcs industriels pour attirer les entreprises manufacturières d'Asie et les amener à déménager leurs exploitations vers l'Éthiopie avec le potentiel de créer des centaines, sinon des millions d'emplois. Cette initiative est particulièrement importante étant donné l'explosion démographique des jeunes dans la population africaine. Mais il a ajouté que les emplois du 21^{ème} siècle seraient progressivement accaparés par les drones, l'automatisation et les robots. Aussi l'éducation doit-elle préparer les jeunes au monde dans lequel ils vivront dans les vingt-cinq ans à venir.

M. Ncube a aussi mis l'accent sur l'importance capitale de l'éducation comme partie intégrante d'un environnement favorable à l'émergence des gens d'affaires, spécialement les jeunes. Revenant sur le succès de la 'Silicon Savannah' au Kenya, il a dit que le rôle du gouvernement a été de mettre en place les infrastructures nécessaires, les réglementations et la législation, d'encourager les entreprises à créer des pôles technologiques pour permettre aux jeunes de faire des expérimentations diverses, et de s'assurer que des écoles et des universités sont disponibles pour ces jeunes avides de connaissances.

Lorsque leurs yeux voient les opportunités possibles, alors ils vont à la recherche de ce que le marché peut pourvoir et créer.

Par exemple, l'iHub de Nairobi est un modèle fascinant.

Ce qui a été fait c'est de créer un espace où les jeunes viennent avec leurs propres ordinateurs ; et les ordinateurs ont été donnés à ceux qui n'en avaient pas. Ces jeunes s'assoient là et créent des 'trucs.' Au moment où nous parlons, le Kenya exporte de la technologie dans le monde. ... Donc, c'est possible. ...l'environnement favorable est d'une importance fondamentale. «Comment créé-t-on cet environnement favorable? » Vous assurez l'éducation ; vous en faites une ambition pour que moi qui reste dans les municipalités, en milieu rural, veuille aller à l'école parce que j'ai vu des modèles de référence de mon voisinage aller à l'école.

Plus tard dans la discussion, Mme Ramawela a été d'accord que la formation, l'éducation et l'envoi des gens à l'université étaient d'une importance fondamentale. Toutefois, elle a affiché une certaine prudence :

En ce qui concerne mon expérience au sujet des universités. ...elles sont importantes pour notre processus d'apprentissage, mais souvenons-nous quand même que des universités et des établissements d'enseignement sont un peu déphasés de par leur nature même.

De la nécessité des modèles de référence

Sur une note personnelle, **M. Ncube** a dit:

Je suis allé à l'université parce que j'ai vu dans la municipalité un type qui portait une chemise blanche et une cravate. Je me suis dit : «Un jour, je serai comme lui.» Le problème à l'heure actuelle est que beaucoup d'entre nous en Afrique n'avons pas ces modèles de référence. Malheureusement, les modèles de référence que nous voyons sont ceux qui ont volé les dollars perçus en impôt, qui se sont enrichis très vite. Créons un environnement qui produise des modèles de référence qui vont créer des produits que nous vendrons pour être compétitifs sur le marché international.

Mme Ramawela a également souligné l'importance de la nécessité des modèles de référence.

Je pense que nous avons des modèles de référence mais, nous africains, nous ne célébrons pas nos modèles de référence. Ils existent bel et bien, mais nous pensons que les modèles de référence sont les gens comme Bill Gates. On doit célébrer les gens au niveau le plus bas. ...parce que, à ce niveau le plus bas, ils sont visibles pour le garçon ou la fille résidant dans cet espace ... afin que nous commencions à développer ce sentiment d'appartenance qu'ils sont capables de se lancer dans les affaires.



M. Trevor Ncube, Président Exécutif Adjoint de Mail and Guardian Media Group en Afrique du sud.

De la gouvernance et de l'état de droit qui suscitent de l'enthousiasme pour les entreprises et les affaires

A la question de savoir les mesures que les dirigeants et les gouvernements africains devaient prendre afin de promouvoir et développer les investissements par les africains dans leurs propres économies, **M. Ghenna** a répondu que tout commençait par la gouvernance et l'état de droit. Les gouvernements doivent créer un environnement favorable qui encourage les entreprises à bien fonctionner. .

Les affaires nécessitent de l'enthousiasme... si j'en juge par ma propre expérience, si j'ai le sentiment... d'être satisfait de l'environnement, si j'ai le sentiment que tout va bien, alors j'ai tendance à... produire davantage... Il est, donc, très important de créer un environnement qui soit favorable... qui encourage les entreprises à bien fonctionner... C'est ce qui, peut-être, manque... dans la plupart des pays africains.

Le renforcement d'un sentiment de confiance et de sécurité sur le continent va aussi aider à contenir le flux d'argent détourné hors du continent et encourager les africains de la diaspora à revenir et investir.

De la croissance inclusive: Promouvoir l'égalité et l'équité dans les entreprises pour les communautés locales

En référence au secteur du tourisme en Afrique du Sud, **Mme Ramawela** a estimé qu'il fallait émanciper les populations locales afin qu'elles soient actionnaires dans des entreprises commerciales de leurs régions respectives. S'agissant des réserves de chasse, par exemple, la population locale possède les terres et doit être en mesure de négocier des accords avantageux avec les investisseurs potentiels. C'est de cette façon que la population locale peut être encouragée à voir des opportunités commerciales équitables et ainsi devenir entrepreneurs au lieu d'être à la merci des investisseurs.

Il s'agit tout simplement d'associer tout le monde au dialogue au lieu d'avoir quelqu'un qui dit « Je suis supérieur », mais qui dit « nous voulons tous nous lancer dans les affaires. » Nous engageons un dialogue où le gouvernement, les bailleurs de fonds et les banques ont tous voix au chapitre.

De la démocratisation du transport aérien afin de favoriser le commerce et l'échange transfrontaliers

Dr. Elijah Chingosho, Secrétaire général de l'Association des compagnies aériennes africaines, a recommandé que les gouvernements africains doivent faciliter le mouvement des personnes et le transport transfrontalier par le transport aérien plutôt que de construire des routes coûteuses. Actuellement, le transport aérien est considéré comme une chasse gardée pour

les riches et les nantis du continent si bien que les taxes, les redevances et les charges imposées sur le transport aérien en Afrique sont parmi les plus élevées du monde. Suite au taux élevé des impôts et des charges, les prix du billet sont aussi très élevés. Dr. Chingosho a laissé entendre que:

... nous devons démocratiser le transport aérien... Nous devons convaincre les gouvernements qu'il faut rendre le transport aérien accessible pour tout le monde. Nous devons ouvrir le ciel africain. Nous avons besoin de zones de libre-échange en Afrique. Nous voulons que les conditions d'obtention de visa soient assouplies pour permettre aux gens de voyager facilement.

Le Président Pohamba a partagé l'approche de l'orateur précédent. Il a vivement recommandé aux gouvernements africains, à commencer par les Etats membres de la SADC, à se laisser convaincre pour établir une compagnie aérienne publique conjointe, à l'instar d'Air Afrique.⁵ Il a aussi fait remarquer qu'il était très impressionné par la décision récente prise par l'Union africaine en lançant un passeport panafricain, qui est actuellement à la portée des chefs d'Etat et des diplomates. Toutefois, il a encouragé l'UA à travailler d'arrache-pied afin d'élargir ces passeports aux hommes d'affaires.

D'un véritable changement structurel: Soutenir le secteur informel

Le Président Pohamba a également souligné l'importance d'une assistance financière en faveur des acteurs du secteur informel afin qu'ils développent leurs entreprises et accèdent au secteur formel. Par exemple, le gouvernement ou l'Etat pourrait accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux agri-éleveurs par l'intermédiaire des banques de développement publiques.

Dans le même registre, le Président **Chissano** a conté une anecdote de Mwalimu Nyerere lors de sa visite au Mozambique après que le Président ait quitté ses fonctions. En évitant délibérément le protocole et la sécurité officiels, les deux Présidents ont voyagé à travers le pays dans un véhicule de marque Land Rover afin qu'ils puissent faire escale à n'importe quel endroit sans que personne ne sache qui se trouvait dans le véhicule. A une étape du périple, Mwalimu a vu les gens vendre les chèvres dans la rue et s'est exclamé en disant:

«Chissano! Vous permettez ça! Dans mon pays, on les chasse...» Voici la partie la plus intéressante de ce que Mwalimu a dit : «...mais ceci est un véritable ajustement structurel... Il s'agit du programme d'ajustement structurel. Regarde ce jeune garçon, cette jeune femme là-bas ! Ils vendent des produits là-bas. Ils sont en train de rigoler. Ils ne sont pas en train de voler. Ils ne sont pas en train de fumer de la drogue. Ils sont ici, mais si vous les chassez de cet endroit, qui va leur donner de l'emploi ? »

De l'importance du leadership, de la collaboration et des partenariats

Dans ses observations finales, Mme Ramawela a fait remarquer que l'Afrique était riche et que, donc, tel était le moment pour le continent d'occuper sa place au sein de la communauté mondiale. Pour cela :

Nous avons besoin de dirigeants décisifs quant aux réalisations à venir, et des dirigeants qui ne sont pas gênés de voir des gens plus informés qu'eux parce que ce sont ces derniers qui leur apportent une bonne réputation.

Les partenariats et la collaboration parmi les acteurs, notamment les entreprises, le gouvernement et les populations locales seraient aussi d'une importance capitale:

En effet, d'où viennent les hommes d'affaires? Ils sont issus des populations locales. D'où viennent les fonctionnaires de l'Etat? Ils sont également issus des populations locales.

Dans le même ordre d'idées, **M. Ghenna** a souligné que les entreprises et les gouvernements devaient faire leur juste part. S'agissant des entreprises, en particulier, il a dit :

Les entreprises offrent beaucoup d'opportunités mais elles doivent aussi jouer franc jeu. Elles se doivent de payer des impôts. Dans de nombreux cas, elles ont tendance à les éluder, ce qui est un mauvais exemple pour construire un pays développé. C'est même faire montre d'une grande irresponsabilité.

M. Ncube a souligné que ce sont les citoyens qui créaient des emplois. Les gouvernements n'en créent pas. Les gouvernements créent un environnement favorable aux affaires et aux entreprises et les citoyens créent des emplois. L'éducation et les compétences, un cadre de politiques et de réglementations qui responsabilisent les populations et un accès facile aux financements, particulièrement pour les petits entrepreneurs, sont autant de composantes d'une importance fondamentale. Il faudra aider les petites entreprises à avoir accès aux financements concessionnels à moindre coût. Il a recommandé que les gouvernements adoptent à la fois une approche souple et une approche lourde ; une approche lourde nécessaire pour des activités à hauts risques. Sinon, dans d'autres circonstances, il faut laisser les citoyens et les entreprises vaquer aux activités qu'ils maîtrisent le plus.

Des contextes divers nécessitent des solutions diverses et un dialogue permanent

Dans ses observations finales, le Président Guebuza a fait comprendre que l'Afrique était un continent à multiples facettes de par sa culture, sa géographie et les circonstances. En conséquence, pour trouver une solution permettant aux entreprises d'être plus inclusives, le continent doit éviter d'appliquer une solution unique mais découvrir une diversité de solutions qui répondent aux réalités des pays et des populations individuels. Pour cela, un dialogue permanent entre différentes parties serait essentiel.



M. Kebour Ghenna, Directeur Exécutif de la Chambre de Commerce et de l'Industrie Panafricaine donne sa contribution en tant que panéliste.



Dr. Elijah Chingosho, Secrétaire Général de l'Association Africaine Aérienne préconise comment le transport aérien pourrait contribuer à la circulation du peuple en Afrique.

⁵ Créé en 1961, Air Afrique était un transporteur transnational pour l'Afrique occidentale et centrale francophone. La compagnie aérienne appartenait conjointement à onze pays, à savoir, —le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la République centrafricaine, le Tchad, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Mauritanie, le Niger, la République du Congo et le Sénégal — en partenariat avec Air France et l'Union aéromaritime de transport. La compagnie a fonctionné jusqu'à sa liquidation en 2002.

Enabling African Businesses to Transform the Continent



Une partie des panelistes participe à la session 'Améliorer les affaires à travers l'Intégration Régionale'. De droite il y a M. Charles Kahuthu, Coordonateur régional et PDG de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture de l'Afrique de l'Est; Dr. Stergomena Tax, Secrétaire Exécutive de la SADC; Prof. Thandika Mkandawire, Président et professeur de développement africain au niveau de London School of Economics et Mme. Julie Gichuru, la modératrice.

2.2 Table ronde II: Renforcement des entreprises à travers l'intégration régionale

Modératrice: Mme Julie Gichuru

Intervenants

- Dr. Stergomena Tax, Secrétaire exécutive de la Communauté de développement de l'Afrique australe
- Professeur Thandika Mkandawire, titulaire de la chaire sur le développement de l'Afrique à l'Ecole d'économie de Londres
- M. Charles Kahuthu, Coordinateur régional et PDG de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de la région est-africaine
- M. Felix Bikpo, PDG, Fonds africain de garantie

Préambule

Dans le cadre de l'intégration régionale, la route sera longue pour relever les défis et réduire les risques liés à l'exercice des affaires sur le continent. La nécessité d'intégration régionale touche un éventail de secteurs, notamment le commerce, l'énergie, le tourisme, le développement des infrastructures, l'agriculture, la santé, les marchés financiers et des capitaux. Cependant, l'intégration régionale ne se réalise pas suffisamment vite et le marché africain reste très fragmenté. Plus de la moitié des 54 pays qui constituent l'Afrique sont petits, avec moins de 20 millions d'habitants et des économies de moins de 10 milliards de dollars des Etats-Unis d'Amérique. Un rapport publié par la Banque mondiale en 2012 montre la manière dont les pays africains perdent chaque année des milliards de dollars en transactions commerciales potentielles à cause des barrières commerciales importantes érigées avec les pays voisins. Le rapport précise également qu'il est plus facile pour les pays africains de commercer avec le reste du monde que d'avoir des échanges entre eux. En moyenne, le commerce africain avec

d'autres nations africaines représente seulement près de 10-13% alors que 40% du commerce nord-américain se fait avec d'autres pays nord-américains. Quant aux pays de l'Europe occidentale, 63% du commerce se fait avec d'autres pays de l'Europe occidentale. Ainsi, cette session s'est concentrée sur la manière dont les pays africains pouvaient renforcer la mise en œuvre des accords d'intégration régionale afin de renforcer les entreprises sur le continent. Le résumé des temps forts de la session est présenté dans les sections ci-dessous.

Par où commencer? Des conditions initiales pour l'intégration régionale

Dans sa déclaration d'ouverture du panel, le Professeur Mkandawire a énuméré une série de sept conditions initiales sur le continent qui influencent l'intégration régionale. La première condition initiale est la langue, en particulier si les pays sont anglophones ou francophones. La deuxième condition initiale est la géographie; l'Afrique étant immense.

You've probably all seen a map which shows that within Africa you can include the US, China, India, Japan and Western Europe. They would all fit in the African continent, so it is a huge piece of real estate. And we are trying to integrate such a huge thing! It's really evidence of an incredible sense of hope and African madness. But we want to do it and we will do it but it is just to be aware that we are trying to do something very large, whose GDP is the same as that of South Korea. So it's a big contradiction; little money to integrate a very large space of territory.

La troisième condition initiale est que l'idée du panafricanisme qu'un très large éventail de personnes a légué au continent à maintenir les efforts pour unir l'Afrique. Le Professeur Mkandawire a ajouté:

Je suis extrêmement choqué quand je rencontre quelqu'un qui travaille pour ...un jeune bureaucrate, dire dans une organisation régionale panafricaine qu'il n'a jamais entendu parler de Nkrumah! Je suis donc choqué en ce sens que, si nous allons réellement développer ce colosse qu'est l'Afrique, nos technocrates doivent au moins être des « Afrocrates. » Ils doivent avoir une vision de s'intéresser à cette mastodonte appelée 'Afrique.'

La quatrième condition initiale est que l'Afrique compte actuellement une multitude d'institutions qui se chevauchent et qui sont parfois contradictoires. La cinquième est que les niveaux d'industrialisation pour l'Afrique sont très bas. Assurer l'intégration d'un tel colosse avec de tels niveaux d'industrialisation pose aussi un grand problème.

La sixième condition est l'agenda international, c.à.d. d'autres parties ont, en Afrique, des intérêts qui sont en conflit avec notre agenda. L'intégration régionale est un acte politique et un acte diplomatique. En prenant sa position sur l'échelle mondiale, l'Afrique dit: «Je veux renforcer ma région vis-à-vis d'autres.». Cela n'a donc aucun sens de s'attendre à ce que d'autres régions vont nous renforcer pour que nous les mettions

"Si vraiment nous allons développer l'Afrique, nos technocrates doivent d'abord être "afrocrates". Ils doivent avoir la vision qui s'intéresse au développement de ce continent que l'on appelle Afrique".

Prof. Thandika Mkandawire



<http://kai.sub.blue/en/africa.html>

au défi. L'Afrique doit prendre conscience que d'autres ne vont pas se réjouir de cette initiative et qu'ils tenteront d'encourager une version d'intégration en phase avec leurs intérêts.

La dernière condition concerne des intérêts différents au cœur même de l'Afrique. Le manque de progrès dans le domaine de l'intégration est souvent dû au manque de volonté politique. Néanmoins, le Professeur Mkandawire a ajouté:

Je pense que nous devons ouvrir cette boîte noire de la 'volonté politique'. C'est de la volonté de qui dont nous parlons?...Toutes les entreprises n'ont pas besoin ni ne veulent pas de l'intégration régionale; certaines entreprises, satisfaites du marché national, vont entraver toute initiative d'intégration régionale parce qu'elles sont satisfaites du marché local. Pour certaines, elle est malvenue et déplacée; il se peut que d'autres veuillent juste le marché noir.

De l'état de l'intégration régionale

Dr. Tax a fait remarquer qu'un progrès considérable avait été accompli dans le domaine de l'intégration régionale, mais elle a identifié trois défis qui perdurent, à savoir, l'impossibilité de mise en œuvre des protocoles régionaux, la participation insuffisante du secteur privé en tant que partenaire dans l'intégration régionale, ainsi que l'absence d'un système de suivi pour évaluer le progrès réalisé.

Prenant en exemple la SADC, Dr. Tax a fait remarquer que les échanges intracommunautaires avaient augmenté en 2001 de six à trente milliards de dollars des Etats-Unis d'Amérique aujourd'hui, alors que, sur la même période, le commerce avec le reste du monde avait grimpé de quarante-sept à deux cent milliards de dollars des Etats-Unis d'Amérique. S'agissant de la mise en œuvre des protocoles, une évaluation menée a trouvé que seulement 30% des protocoles d'intégration régionale avaient été mis en branle par les gouvernements. Surtout, le Plan indicatif régional de développement stratégique (2005-2020), c.à.d. le plan directeur pour l'intégration régionale, n'est pas intégré dans les plans et les budgets nationaux. Sans engagement à l'égard de cette plateforme fondamentale, elle a laissé entendre qu'il n'y avait aucun espoir de mettre en œuvre l'intégration et de réaliser la transformation souhaitée du continent.

Plus tard dans la discussion, **M. Abdoulie Janneh** s'est exprimé en disant que des progrès considérables avaient été accomplis vers l'intégration du continent. Par exemple, lors du dernier sommet de l'UA à Kigali, au Rwanda, deux événements importants se sont produits. D'abord, un passeport panafricain a été officiellement lancé. Ensuite, l'UA a décidé que 0,2% des importations serait utilisé pour la financer, ce qui signifie que les Etats africains vont maintenant financer leur propre institution au lieu de compter sur l'Union européenne ou d'autres fonds pour la financer. Maintenant, le problème est de savoir comment les entreprises africaines peuvent accompagner ces changements très positifs par leur participation.



Dr. Stergomena Tax, Secrétaire Exécutive de la SADC explique comment l'intégration régionale pourrait promouvoir les affaires sur le continent.



M. Charles Kahuthu, Coordonateur Régional et PDG de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture donne son avis pendant le débat d'experts.

"Quand les gens font du commerce entre eux-mêmes, les gouvernements aussi tendent de bien travailler ensemble"

Charles Kahuthu

De petites, moyennes et/ou grandes entreprises? Où focaliser les efforts de régionalisation ?

M. Bikpo a estimé que, si la régionalisation devait être utilisée comme un outil permettant de promouvoir la prospérité des entreprises en Afrique, il fallait qu'un accent soit mis sur l'accompagnement des petites et moyennes entreprises dans la mesure où elles représentent plus de 80% des entreprises en Afrique. La régionalisation peut aider à relever la plupart des défis auxquels les PME sont confrontés. En particulier, les initiatives régionales seront nécessaires pour résoudre le problème des infrastructures sur le continent dans la mesure où un seul pays ne peut pas supporter un coût de 13 milliards de dollars des Etats-Unis d'Amérique pour assurer la liaison du continent. Si les infrastructures étaient mises en place, l'accès au marché serait plus amélioré pour les PME, ce qui, à son tour, pourrait contribuer à la réalisation des économies d'échelle et à l'augmentation de la productivité. Il sera nécessaire de se lever pour surmonter cette barrière afin de réaliser la vision du continent.

Néanmoins, le **Professeur Mkandawire** a été surpris à l'idée de mettre l'accent sur les PME, en faisant remarquer que l'Union européenne était propulsée par des entreprises véritablement grandes, par exemple, des entreprises championnes nationales tels que Siemens en Allemagne, Philips au Pays-Bas, et la société anglo-néerlandaise, Shell. Elle n'a pas été propulsée par les PME. Mais, pour créer des entreprises championnes régionales, il faudra prendre en considération deux éléments.

Le premier élément est la capacité de nos entreprises. Peuvent-elles tirer parti des plus vastes marchés? A supposer que vous ouvriez des marchés, sont-elles suffisamment fortes pour profiter de ces plus vastes marchés? Certaines d'entre elles le sont et d'autres ne le sont pas. Deuxièmement, nos Etats peuvent-ils accompagner nos entreprises afin qu'elles s'engagent dans ces plus vastes marchés? Et, très franchement, je ne suis pas certain que nos Etats, qui ne peuvent pas soutenir les entreprises au niveau national, soient à même de le faire au niveau transfrontalier.

M. Bikpo a contesté la thèse du **Professeur Mkandawire**. Il a souligné que le monde actuel était sous l'influence des marchés émergents, et que ces derniers avaient, à leur tour, été sous l'influence du secteur des PME. Il a aussi fait remarquer que l'on ne pouvait pas créer des entreprises championnes du jour au lendemain. Même Siemens a, à un moment donné, été une PME. Ainsi donc, on doit créer un environnement favorable au secteur des PME afin qu'elles connaissent une croissance et se développent ultérieurement en entreprises championnes.

M. Kahuthu était du même avis que M. Bikpo. Selon les statistiques, les économies africaines sont pilotées par les PME avec un saupoudrage de quelques grandes entreprises. Il a aussi suggéré que de grandes sociétés souvent ponctionnaient les économies dans la mesure où ce sont elles qui ne paient pas les impôts ou qui recrutent des comptables pour les éluder. Par contre, la nature même des PME est que, de temps en temps, elles dépendent des interventions du gouvernement pour se développer. De ce fait, ces entreprises ne vont pas éluder des impôts. En outre, si l'on considère les Etats-Unis d'Amérique, presque 90% de son économie est alimentée par les PME.

En guise de réponse, le **Professeur Mkandawire** a reconnu que le nombre de personnes impliquées dans les PME était effectivement plus grand. Cependant, chaque pays industrialisé a délibérément développé de grandes entreprises championnes nationales. En effet, ils ont procédé ainsi pour permettre aux PME de continuer à grandir davantage; par exemple, un très grand nombre de PME sont liés à ces grandes entreprises en tant que fournisseurs ou pourvoyeurs de services. Il a dit qu'il ne connaissait aucun cas d'un modèle de développement orienté vers les PME. L'Afrique, plutôt, a besoin de créer un nombre d'entreprises championnes nationales qui seront liés au monde extérieur en faveur des PME.

Dr. Tax a complètement adhéré à la thèse du **Professeur Mkandawire**. Le modèle africain d'industrialisation est basé sur la chaîne de valeur. Le continent doit comprendre qui sont les acteurs le long de la chaîne de valeur et s'assurer que tous sans exception contribuent aux grandes orientations. Sans conteste, les PME en font partie intégrante. Mais, peut-être surtout, les interventions stratégiques de la part des gouvernements africains sont nécessaires pour soutenir le développement économique comme le font les tigres économiques d'Asie. Ceci nécessitera un véritable partenariat avec le secteur privé pour identifier les domaines stratégiques.

M. Bikpo a réitéré que la croissance ne se produisait pas du jour au lendemain. Le gouvernement peut prioriser la croissance mais celle-ci devra être créée à partir des niveaux très bas. Sans un secteur fort de PME, une économie n'a pas de fondation.

M. Kahuthu a souligné de nouveau l'importance de l'approche médiane.

Aucun gouvernement, je crois, ne peut tout de go établir une politique d'industrialisation qui privilégie une ou deux entreprises. Il faut que ça soit réellement une combinaison des deux. En effet, on peut avoir une société, disons General Motors, qui embauche 2.000 employés, mais 2.000 personnes pour le moment. Si, en fait, on avait une politique qui puisse enrôler 100 sociétés en plus de celle-là, on progresserait davantage.

Citant l'expérience de l'Ethiopie, il a prévenu que, dans la recherche des investissements étrangers pour le développement de l'industrialisation, la politique gouvernementale devait veiller à ce qu'elle ne permette pas que les sociétés multinationales reviennent en Afrique pour signer l'arrêt de mort de l'industrie locale. Par conséquent, une politique d'industrialisation privilégiant les PME pourrait être une voie plus durable vers le développement.

Plus tard dans la discussion, **Mme Elsie Kanza, Cheftaine de l'Unité Afrique au Forum économique mondiale (FEM)**, a fait remarquer que l'Afrique était une principale source de matières premières pour le commerce mondial mais qu'elle représentait moins de 3% des produits manufacturés faisant l'objet d'échanges. Comment, donc, l'Afrique peut-elle capitaliser sur les chaînes de valeur régionales pour pouvoir tirer davantage parti des chaînes d'approvisionnement mondiales? Actuellement, plus de 70 entreprises membres du FEM sont des entreprises championnes régionales avec un chiffre d'affaires annuel de plus de 3 milliards de dollars (des Etats-Unis d'Amérique) en Afrique. Toutefois, parmi ces entreprises, seulement cinq sont des entreprises championnes mondiales, c.à.d. qu'ils ont un chiffre d'affaires qui dépasse cinq milliards de dollars des Etats-Unis d'Amérique.

De l'intégration économique: Eliminer les obstacles commerciaux

Kahuthu a reconnu que les gouvernements des pays d'Afrique de l'Est avaient connu quelques progrès vers l'intégration régionale, par exemple, des postes frontières

uniques, qui permettent aux commerçants, en particulier les propriétaires de PME, de traverser les frontières plus facilement. Toutefois, un nombre d'obstacles commerciaux et de goulots d'étranglement subsistent pour les cinq Etats membres de la CAE pour pouvoir s'intégrer à part entière dans un marché commun. Par exemple, de petits commerçants ignorent souvent que les droits de douane ne doivent pas être payés au passage des produits à la frontière. En conséquence, ils paient des taxes non-officielles. Et afin d'éviter ces paiements, les commerçants empruntent des routes autres que les routes usuelles pour traverser les frontières. Les efforts ont été déployés pour sensibiliser les populations au sujet des réglementations. Mais beaucoup plus reste à faire afin que les populations des pays d'Afrique de l'Est sachent qu'elles constituent une et une seule grande famille. La raison fondamentale de l'intégration est de permettre la libre circulation transfrontalière des personnes, des biens et des services. Si les obstacles au commerce et aux échanges entre les pays africains restent en place, il est probable que les objectifs de l'Agenda 2063 de l'Union africaine ne seront pas réalisés.

M. Muda Yusuf, Directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Lagos, a aussi suggéré que, au lieu de se focaliser sur les questions conceptuelles au sujet des PME ou des non PME, la discussion devait examiner la manière d'éliminer les obstacles à l'intégration économique. Il a signalé que la Communauté



Mme. Elsie Kanza, Responsable d'Afrique au Forum Mondial du Commerce donne sa contribution au forum.



De gauche: M. Muda Yusuf, Directeur General de la Chambre de Commerce et de l'Industrie de Lagos; M. Gill Terry, Directeur exécutif intérimaire de la fondation du secteur privé de la Tanzanie et M. Felix Bikpo, PDG du Fond Africain de garantie se partagent leurs expériences portant sur l'élimination des barrières au commerce afin d'améliorer les affaires en Afrique.



économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), créée en 1975 et étant la plus ancienne organisation régionale d'Afrique, «continue de se débattre avec la zone de libre-échange et de lutter pour avancer vers une union douanière.» Il a donc estimé que les participants au forum devaient:

... amener les chefs d'Etat à accorder la priorité aux questions d'intégration économique parce que ces questions sont à peine discutées et il n'y a pas de plaidoyer suffisant de la part du secteur privé pour les mettre à l'avant-scène pour discussion dans des sommets des chefs d'Etat de la CEDEAO.

M. Janneh a souligné l'importance du commerce transfrontalier pour le processus d'intégration et inversement.

Le commerce et l'intégration se soutiennent mutuellement, parce que, si on s'intègre, on obtient de plus vastes marchés. Pour qu'une personne moyenne soit enthousiaste envers l'intégration, elle doit voir des avantages très concrets qui la confirment, et le commerce est l'un d'eux. Si, par exemple, elle voit que le commerce transfrontalier est opérationnel, si la marchande, qui fait la navette entre le Ghana et le Togo, voit que réellement il n'y a pas de frontières qui lui font obstacle, cette situation rend l'intégration plus facile. C'est ce qui se passe actuellement et je pense que nous devons le reconnaître.

Des solutions pratiques pour l'intégration régionale

En référence au commentaire du Professeur Mkandawire sur l'immensité du continent africain, **Dr. Chingosho, Secrétaire Général de l'Association des compagnies aériennes africaines**, a fait remarquer que la voie aérienne était le seul moyen pratique et moins coûteux de relier l'ensemble de l'Afrique.

Comment relier Nairobi à Casablanca de façon moins coûteuse ? Trois kilomètres de piste et quelques infrastructures aéroportuaires suffisent pour relier une ville à une région et naturellement au monde et le monde à la région... En effet, la Vision 2063 de l'UA reconnaît l'importance cruciale du transport aérien pour nous afin de relier les régions au continent et le continent au monde. Une meilleure connectivité aide tous les secteurs économiques, appelez-les PME ou grandes entreprises. Telle est ma contribution comme solution pour l'intégration régionale.

Terry, Directeur exécutif intérimaire de la Fondation tanzanienne du secteur privé, a souligné l'importance d'harmoniser les réglementations au sein des régions afin de réduire les coûts de mise en conformité des entreprises et d'améliorer l'efficacité et l'efficacité du commerce transfrontalier. S'agissant de cette question, il a loué les efforts de la SADC concernant le test et la mise en conformité des produits.

Par exemple, si vous produisez des semences dans la région de la SADC et que votre produit a été testé dans deux pays, il ne fera pas l'objet d'un autre test dans un troisième pays.

De la nécessité urgente de mettre en œuvre les accords régionaux existants

Dans ses observations finales envers le panel, **M. Bikpo** a dit que de bons accords régionaux existaient déjà. Ils ne restent qu'à être mis en œuvre. Une fois qu'ils seront mis en application, l'Afrique sera capable d'aborder conjointement la question des infrastructures, et créer un marché plus vaste et un meilleur environnement qui permette au secteur privé de contribuer à la transformation du continent et à la compétition globale.

Dr. Tax a réitéré que ce dont les Etats membres avaient besoin pour pousser l'intégration régionale était l'action. Tous les politiques et programmes au niveau régional, et même continental, sont en place. Ils n'ont qu'à être opérationnalisés.

L'avenir de l'Afrique: Productrice ou consommatrice?

M. Ali Mufuruki s'est demandé si l'avenir de l'Afrique reposait sur la production ou simplement sur la consommation. Il a signalé que, en sa capacité de Président de la société « Trademark East Africa » pour les six dernières années, l'organisation s'était attelée à l'augmentation d'échanges commerciaux entre les Etats membres en abaissant ou en supprimant les tarifs, en réduisant les coûts de l'activité commerciale, en modernisant les ports de Mombasa et de Dar es Salaam, en mettant en place les postes frontières uniques, et en investissant dans des offices de recettes et des bureaux de normalisation dans toute la région. Les efforts ont été concentrés sur la mise en branle du commerce en Afrique orientale mais très peu d'attention a été mise sur la participation réelle des citoyens est-africains à cet échange commercial. Mais alors :

... nous constatons presque avec surprise que 80% des conteneurs que nous acheminons actuellement à une vitesse supersonique par nos routes et voies ferrées de Mombasa à Kigali retournent vides. Ainsi, nous ne faisons qu'alimenter et gérer une économie de consommation ou de consommateurs.

Il a dit qu'il ne devrait donc pas être surprenant si la part du commerce mondial de l'Afrique était en dessous de 3%. En réalité, il s'agit de 2% et ce chiffre est inférieur à celui d'il y a trente ans quand le continent représentait 15% de la population mondiale. Au rythme actuel de la croissance démographique, le continent comptera 4.2 milliards d'habitants à l'horizon 2100. Mais, si la situation ne change pas, sa contribution au commerce mondial continuera à rétrécir au fur et à mesure que les africains, eux, deviennent de plus en plus des consommateurs.

Revenant à la situation de son pays d'origine, M. Mufuruki a fait remarquer que les deux plus grandes importations de la Tanzanie, après les produits pétroliers, étaient de l'huile comestible et du sucre ; les deux denrées pouvant être produites localement. Mais, d'ailleurs, pourquoi ces denrées sont-elles importées? Parce que l'huile comestible et le sucre sont à la fois des denrées abondantes et moins chères, stockées dans le monde en vastes quantités, en attendant d'être achetées par le plus offrant. Il n'y a donc aucune motivation pour le peuple tanzanien de produire de l'huile comestible. Malgré le potentiel pour de telles industries d'embaucher des centaines, sinon des millions de gens, de permettre au pays d'économiser des tas de dollars et, pour le cas du sucre, de générer de l'électricité, M. Mufuruki était d'avis que les risques étaient tels que la Tanzanie n'allait pas mettre en place une politique de production de ces denrées, mais qu'elle continuerait tout simplement à les importer. Il s'est demandé si les institutions régionales existantes et le gouvernement national guideraient l'industrialisation future de la Tanzanie et de quelle manière ils allaient procéder.

Qu'allons-nous donc faire? Nous ne pouvons pas discuter de ces questions parce que nous sommes à différents niveaux de développement. L'Afrique du Sud n'est pas très préoccupée par le sucre mais, nous, nous devons l'être; comment donc la SADC sert-elle de plate-forme pour discuter de l'industrialisation de la Tanzanie ? Il se pourrait que le Kenya ne soit pas intéressé par l'intention de la Tanzanie de devenir un fabricant de certains produits. Alors comment la CAE sert-elle de plate-forme pour en discuter ? Et à quel degré un dialogue interne en Tanzanie s'organise-t-elle pour discuter de la manière dont nous allons prioriser les industries afin de créer des emplois pour notre population, créer un véritable PIB et participer réellement au commerce mondial

Dans ses observations finales envers le panel, le Professeur Mkandawire a laissé entendre qu'un commerce intra-africain allait au rythme attendu, étant donné les niveaux de développement et d'infrastructures actuels. Ce dont l'Afrique manque c'est une base de production ; elle ne produit pas assez. En effet, certaines régions font beaucoup plus qu'on attendait d'elles, considérant leurs faibles niveaux de production.

Si donc l'intégration régionale doit être un outil de développement, elle aura besoin d'une politique industrielle et, par définition, des politiques industrielles sont sélectives. Il a laissé entendre que, en apportant des modifications mineures aux accords existants, les PME pouvaient survivre. Il a souhaité clarifier qu'il n'était pas contre les PME. Une 'jambe' des PME sera nécessaire pour appuyer les affaires locales. Mais pour des questions régionales de plus grande portée, l'on aura besoin de très grandes entreprises, qui nécessiteront une politique industrielle régionale qui accompagne ces grandes unités afin qu'elles produisent régionalement et apprennent comment se montrer compétitives mondialement. La production constitue un problème majeur pour l'Afrique et cette production se doit d'être sélective.



Les membres du panel donnent leur avis sur l'impact des accords commerciaux sur les entreprises et le développement du secteur privé.

2.3 Table ronde III: Impact des accords commerciaux sur l'entreprise et le développement du secteur privé

Modératrice: Mme. Lerato Mbele

Intervenants:

- S.E. Benjamin Mkapa, ancien Président de la République-Unie de Tanzanie
- Honorable Francis Gatere, PDG, Conseil de développement du Rwanda
- Professeur Yash Tandon, ancien Directeur exécutif du Centre du Sud
- M. Ali Mufuruki, Président de la société « InfoTech Group » et Président du Conseil, PDG de la Table ronde de chefs d'entreprise de Tanzanie
- M. Niel Joubert, Directeur de la Chambre de droit commercial de l'Afrique du Sud

Préambule

Comme l'Afrique fait face aux défis posés par l'économie mondiale, elle est forcée de faire des choix difficiles dans la négociation des accords commerciaux avec ses principaux partenaires de développement, en particulier l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique. De tels accords commerciaux peuvent créer des opportunités pour l'Afrique en ouvrant de nouveaux marchés pour les biens et services, en augmentant des opportunités d'investissement, en réduisant les coûts commerciaux par l'élimination pratiquement de tous les droits de douanes, et en accélérant des échanges commerciaux par la facilitation du transit des biens à la douane et par l'établissement des règles communes sur les normes techniques et sanitaires. Toutefois, de graves préoccupations ont été exprimées concernant les motifs qui sous-tendaient ces accords. Les conditions des accords sont-ils réellement réciproques et/ou mutuellement profitables pour les entreprises africaines ? De nombreux accords sont considérés comme un moyen pour les sociétés étrangères d'accroître la pénétration du marché dans les économies africaines (et parfois la monopolisation) plutôt que de promouvoir la libéralisation. Aussi cette session a-t-

elle évalué si et dans quelle mesure les accords commerciaux existants accompagnaient le développement et la croissance de l'entreprise africaine. Les principales questions abordées durant la session sont mises en exergue dans les sections suivantes.

Des développements récents dans les accords commerciaux sur le plan africain et mondial

Dans ses remarques préliminaires, la modératrice, **Mme Mbele**, a rappelé combien l'Accord de libre-échange tripartite (ALET) avait été signé et célébré en grande pompe l'année dernière. Cette accord qui regroupe les pays du COMESA, de la CAE et de la SADC va concerner le plus vaste bloc commercial sur le continent, couvrant une population de près de 600 millions de personnes. Mais quelle plus-value l'accord va-t-il apporter et comment va-t-il aider les pays africains à avoir plus d'échanges commerciaux entre eux ? Comment va-t-il aider les entrepreneurs et les entreprises d'Afrique à se développer et connaître une croissance ? Enfin, comment va-t-il renforcer les 14 blocs commerciaux régionaux et de nombreux accords qui existent déjà sur le continent africain ? Joue-t-il un rôle complémentaire ou de dédoublement ?

Les données provenant de la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) indiquent que, malgré la croissance récente du continent, la contribution de l'Afrique au commerce mondial se situe encore autour de 2%, et le gros de cet apport est constitué de biens échangés avec la Chine. Sur une note plus positive, le commerce intra-africain a connu un sursaut mais toujours est-il qu'il représente seulement 20% de tout le commerce mondial. Des chiffres comparables en Amérique du Nord approchent 40% et 60% en l'Europe occidentale. Elle a démarré la discussion de groupe en demandant au **Président Mkapa** si les accords commerciaux actuels étaient des protocoles appropriés pour contribuer à la prospérité des hommes d'affaires africains.

Des obstacles à l'intégration régionale

Le **Président Mkapa** a estimé que le problème ne résidait pas dans le contenu des accords commerciaux, en particulier les accords entre différents groupes régionaux du continent et ceux au sein de chacun de ces groupes. En effet, les intentions et les ambitions de ces accords sont excellentes. Ce qui manque, plutôt, c'est la volonté ou le sérieux des dirigeants africains à poursuivre les objectifs qui ont fait l'objet d'un consensus. Il y a plus de paroles que d'actes ; beaucoup de réunions mais peu d'échanges directs de biens et services. Il a ajouté que la faute n'était pas complètement imputable à nous, africains, dans la mesure où les forces externes pouvaient aussi provoquer chez les pays africains en quelque sorte un sentiment d'appréhension et de rétrogression, plus de repli sur eux-mêmes que d'ouverture sur l'extérieur.

Au-delà du manque de volonté, le Président a énuméré une série d'obstacles à l'application et à l'exploitation des accords existants. Premièrement, les pays africains craignaient que les marchés du travail intérieurs ne soient inondés, ou, deuxièmement, que les recettes intérieures ne chutent. Troisièmement, le continent peut être intimidé par les forces externes, particulièrement les accords commerciaux avec d'autres parties du monde. Quatrièmement, un grand inhibiteur d'échanges est l'obsession de l'aide considérée comme un substitut au commerce entre les Etats africains. Le Président Mkapa a plutôt estimé que l'aide accompagnée de promesses d'un avenir radieux tend à détourner le continent de l'intégration. Un autre obstacle est la peur de la part des bureaucrates. Ils ne prennent pas de décisions parce qu'ils ont peur d'être réprimandés par leurs chefs. Ainsi, le processus d'intégration est resté au point mort au fil des années. Il a estimé que la production —la quantité que nous produisons, l'endroit où nous produisons et la manière dont nous produisons —était un facteur. Mais en premier lieu, il y a de la part des dirigeants africains un manque de volonté d'accélérer l'intégration.

Je regrette de le dire; je ne pense pas que nous soyons sérieux. Nos dirigeants ne sont pas sérieux... quand il y avait un objectif de fond d'œuvrer pour la libération de l'Afrique, nous avons réussi à mobiliser la volonté de l'Afrique et nous y sommes finalement parvenus. Pourquoi ne pouvons-nous pas le faire sur le plan économique ? C'est parce que nous sommes purement et simplement paresseux.

Plus tard dans la discussion, **Dr. Stergomona** a souligné l'importance pour les Etats africains de mettre en branle leurs engagements. Par exemple, les négociations sur l'ALET ont commencé en 2008, mais l'accord n'a été signé que l'année dernière. En outre, l'accord, pour être effectif, doit être ratifié par deux-tiers des Etats membres participants. Force est de constater que, après une année, aucun Etat membre n'a ratifié l'accord. En effet, les Etats membres ne sont même pas parvenus à se mettre d'accord sur les offres pour permettre les échanges commerciaux entre les Etats.

C'est un beau document, certes... mais rien ne se passe. Ma dernière remarque est que quand nous sommes d'accord, nous devons nous engager! Il doit y avoir un véritable engagement qui se traduise par une mise en œuvre.

De l'importance du régionalisme pour l'Afrique

Quand il lui a été demandé de donner son avis sur les accords et protocoles commerciaux actuels et sur la manière dont ils favorisaient ou entravaient les entreprises sur le continent, **M. Niel Joubert** a commencé par souligner la raison pour laquelle le régionalisme était d'une importance capitale pour l'Afrique. Il a souligné que, suite à l'histoire coloniale africaine,

Nos marchés sont fragmentés en petits marchés et même en marchés minuscules. Nos marchés peinent à concourir et à être efficaces mondialement. Il importe, donc, que nous continuions à poursuivre la régionalisation pour que nous puissions capitaliser sur les entreprises championnes nationales, et, en fin de compte, sur les entreprises championnes régionales... afin que nous puissions être plus efficaces et compétitifs à l'échelle mondiale, et, ainsi, accroître le pourcentage de l'échange par l'Afrique sur le marché mondial.

Il a estimé que l'Afrique avait connu des progrès dans le domaine de l'intégration régionale mais que celle-ci était un processus difficile à mettre en œuvre eu égard aux intérêts variés des différents acteurs impliqués dans le processus.



M. Niel Joubert, Directeur de la Chambre de Droit Commercial de l'Afrique du Sud répond aux questions posées par Mme. Lerato Mbele.

Il n'y a pas que des gagnants dans l'intégration régionale; il y a des gagnants et des perdants... Une économie n'est pas que des fabricants ou des producteurs. Il y a également des importateurs. Il y a des consommateurs. Nous avons des intérêts bien établis dans ces petites économies, où un très petit et un petit nombre d'acteurs monopolistiques entrent en jeu. Il revient donc aux gouvernements, souvent sous un angle politique, de mettre en œuvre ces accords. En conséquence, l'on a vu aussi un infléchissement face aux questions non tarifaires et aux barrières non tarifaires.



Prof. Yash Tandon, ancien Directeur Exécutif de South Centre (gauche) et Hon. Francis Gatare, le PDG du conseil rwandais de développement se prononce sur l'impact de la mondialisation sur les accords commerciaux qui touchent les pays en voie de développement.



Par exemple, l'Accord de libre échange tripartite vise à réduire d'autres barrières qui entravent l'échange, et non juste les droits de douane. L'ALET cherche non seulement à rationaliser les adhésions multiples et redondantes dans les accords commerciaux régionaux mais aussi à examiner de nouveaux moyens d'accroître l'échange entre les Etats membres. M. Joubert a estimé que, en éliminant les barrières, les pays pouvaient tirer un profit considérable de l'accroissement des échanges intra-africains et internationaux

Quant à la question de savoir comment ces accords pouvaient mieux favoriser le développement du secteur privé, il a fait remarquer que, bien qu'il revienne aux gouvernements de négocier ces accords, il n'était pas à eux de décider des produits à inclure dans les négociations ou à exclure. Cependant, il est d'une importance capitale que les gouvernements fassent leurs devoirs quand ils concluent des accords et qu'ils connaissent des secteurs de leurs économies qui ont un avantage comparatif avec le potentiel de devenir une entreprise championne nationale ou régionale. Il est donc extrêmement important d'avoir en place des mécanismes permettant la consultation entre acteurs afin que le secteur privé et la société civile soient engagés dans les négociations et qu'ils soient au courant de nouvelles opportunités offertes par lesdits accords. Les pays doivent également veiller à ce que les accords commerciaux cadrent avec les politiques commerciale et industrielle nationales et que les accords reflètent les intérêts nationaux et régionaux et ceux de l'Afrique dans l'ensemble.

M. Ali Mufuruki a convenu que:

L'intégration régionale ne peut en aucun cas être entièrement considérée comme une mauvaise idée quelle que soit les résultats que nous voyons actuellement. En effet, le premier objectif visé par l'intégration régionale est la création des marchés plus vastes que ceux qu'un pays n'aurait pas conquis s'il était resté isolé. En vérité, la taille du marché a de l'importance.

Même pour la plus forte population est-africaine, un marché national comme la Tanzanie est non viable pour la majorité des chaînes de valeur mondiales. Personne ne sera intéressé à fabriquer des produits qui peuvent seulement être vendus ici aux consommateurs locaux et aux normes locales. Le marché n'est pas suffisamment vaste. Raison pour laquelle les blocs commerciaux régionaux ont beaucoup de sens. Il a dit que:

Je pense que nous devons continuer à faire cela sur la scène africaine. Nous sommes plus égaux, et, donc, représentons moins de menace pour l'autre, en termes de négociation. Les compromis ne sont pas aussi importants et, quand bien même ils le seraient, ils vont profiter à d'autres africains

Cependant, il a laissé entendre que les plus grands risques se présentaient quand, pour un continent actuellement d'un milliard d'habitants et qui devrait compter 4,2 milliards d'habitants à l'horizon 2100, le monde regarde l'Afrique comme un marché incroyablement vaste, avec des ressources extrêmement précieuses. Il pense :

Ne serait-il pas intéressant de maintenir seulement ces gens-là en état de consommation? Faisons en sorte qu'ils ne fassent que consommer. Nous allons produire parce que les chaînes de valeur mondiales deviennent de plus en plus incroyablement efficaces. Ils n'ont pas besoin de main-d'œuvre. Ils n'ont pas besoin de notre espace. Ils voient en nous seulement un marché.

Ainsi, le défi pour les dirigeants africains est de relever les défis de devenir des producteurs et de conquérir une partie de cet espace productif. L'Afrique ne doit pas continuer à se positionner seulement comme une consommatrice. L'augmentation de la production sur le continent va renforcer son bras à la table des négociations parce que l'Afrique aura quelque chose à vendre. Ainsi, le défi que les gouvernements doivent relever est d'aider les producteurs à participer au commerce et s'y tailler une plus grosse part.

Le Professeur Tandon a laissé entendre que la production devait commencer au niveau local. Il a dit:

Nous, en Afrique, nous ne sommes pas prêts à affronter la concurrence dans la chaîne de valeur mondiale, un point c'est tout. Nous nous permettons de commencer par la chaîne de valeur locale au niveau communautaire, ajouter la valeur à la production communautaire provenant de petits jardins, des champs; ensuite nous poursuivons avec les chaînes de valeur nationales avec l'Ouganda, le Kenya, la Tanzanie, l'Afrique du Sud et ainsi de suite, pour enfin poursuivre avec les chaînes de valeur mondiales.

M. Abdoulie Janneh a vivement appuyé une plus grande coopération régionale. Le renforcement des accords commerciaux régionaux tel que l'ALET fera partie intégrante de cette mouvance. Des accords externes comme l'APE doivent être évalués dans ce contexte, c.à.d. jusqu'à quel point ils détournent- les gens du programme d'intégration régionale et dans quelle mesure l'Afrique les accepte ou non.

Faisons d'abord des échanges entre nous-mêmes! Supposons qu'ils représentent actuellement 20%. Engageons-nous à dépasser l'Asie. Si nous le faisons, peu nous importe ce qui se passera avec le cycle de Doha... nous apporterons juste des améliorations et cela nous donnera une force personnelle. Procédons, donc, à l'intégration; concentrons notre dialogue sur l'intégration... Avant que nous ne le fassions, nous continuerons à être marginalisés et ainsi de suite.

M. Francis Gatare a convenu que les marchés régionaux constituaient un point de départ.

Pour une région... le marché devient viable et les gens ont plus de capacité de faire face aux répercussions extérieures. Malheureusement, la plupart de nos pays regardent encore leurs intérêts en tant que pays individuels. Nous devrions arriver à un moment où les communautés régionales entreprennent ensemble des politiques industrielles, parce que ce qui se manifeste sur le plan mondial devient aussi l'image miroir de ce qui se produit sur le plan régional. Il y aura toujours quelques zones de plus grande productivité et de plus faible productivité au sein de la région, des zones industrialisées et des centres d'innovation de qualité supérieure à d'autres. Nous devrions commencer par voir comment nous pouvons asseoir l'intégration de façon effective de manière à ce que ces domaines ou ces différences existant dans notre région puissent être acceptables. Mais quand nous commençons à regarder nos pays comme des marchés individuels et de penser que d'autres agissent contre nos intérêts, nous commençons à subir des pertes individuelles au lieu d'engranger des gains collectifs

De l'impact de la mondialisation: La nécessité de maintenir un équilibre délicat entre l'ouverture d'un accès local aux marques internationales et la protection des capacités de production nationale

Quand il lui a été demandé de réfléchir sur l'expérience du Rwanda quant à l'amélioration de l'environnement des affaires et des activités des entreprises, **M. Gatare** a commencé par souligner que le phénomène de la mondialisation s'enracinait de plus en plus profondément et qu'on ne gagnerait rien en prétendant qu'il n'existait pas ou en essayant de travailler à sa périphérie.

Chaque pays, chaque entreprise, chaque personne doit adopter une stratégie d'aborder la mondialisation, mais aucun de nos pays n'est suffisamment vaste et fort pour y faire face. En fait, même certaines entreprises les plus fortes jugent nécessaires de s'aligner sur les autres pour en tirer des bénéfices, dans certains cas pour se protéger contre la concurrence. Il importe, donc, que les accords commerciaux soient conclus dans le cadre de l'intégration régionale afin de mettre en commun des capacités suffisantes de négociation.

De manière cruciale, les accords commerciaux doivent assurer un équilibre délicat entre l'ouverture des consommateurs locaux à l'accès des marques mondiales tout en protégeant les capacités de production nationale.

M. Mufuruki a également parlé des impacts profonds de la mondialisation- positifs tout comme négatifs. A la question de savoir comment les accords commerciaux influent sur l'entreprise, il a partagé son expérience personnelle en tant que partenaire franchisé et actuellement associé de la société sud-africaine, Woolworths. Il a dit que son entreprise avait énormément bénéficié de l'évolution positive des accords commerciaux de la SADC et de la CAE, qui ont contribué à l'expansion de son entreprise vers la Tanzanie et l'Ouganda, sans oublier des mouvements d'aller-retour des gens.

Toutefois, il a signalé qu'un autre profond changement s'était produit au cours de la même période. Quand il avait commencé cette relation d'affaires, il y a dix-sept ans, presque 80% des produits se trouvant dans les stocks de la société Woolworths étaient fabriqués en Afrique. Le Cap, en Afrique du Sud, était le plus grand producteur, mais les produits étaient également fabriqués au Lesotho, au Zimbabwe et au Kenya. Actuellement, la société Woolworths ne vend presque aucun produit fabriqué en Afrique. Presque tous les produits vendus par cette société sont fabriqués en Chine. Et, vu la distance et le fait que la Chine ne soit pas membre de la SADC ni de la CAE, on aurait pu s'attendre à ce que ces produits soient plus chers, mais, en réalité, ils sont moins chers. Il a poursuivi son intervention:

Maintenant, en tant qu'homme d'affaires, je ne souhaiterai rien d'autre. Formidable ! Nos produits sont accessibles à un groupe plus élargi de gens. Notre entreprise a décuplé sa croissance. Mais que dire de nos emplois ? Que dire de nos industries ? Que dire de nos matières premières que nous produisons et sommes forcés de vendre sous forme crue parce que nous manquons d'industries ? Comment envisageons-nous ce futur incroyable et terrifiant où je vois une grande masse de chômeurs ? Je suis ainsi devenu un sceptique de la mondialisation.

Face à la récente décision du Royaume-Uni de se retirer de l'Union européenne et du comportement des Etats-Unis d'Amérique, principal membre de l'OMC, d'imposer unilatéralement des tarifs à d'autres pays quand ils considèrent que leur économie est menacée, le plus souvent au mépris des règles existantes, il a dit : *Comment osons-nous donc dire que la mondialisation est toujours une bonne chose et qu'elle ne doit pas être mise en question ? Ou est-elle une réalité que nous devons accepter ?*

Tout en encourageant les bienfaits de l'intégration, les dirigeants africains doivent être pleinement conscients que le commerce n'est ni neutre ni innocent.

Seulement le monde dispose d'un PIB colossal. Le combat est brutal et acharné pour se partager ce PIB ; plus on est puissant plus on va saisir une part plus importante.

La réalité actuelle étant que l'Afrique n'a ni pouvoir ni capacités requis, surtout pour négocier ; elle doit travailler mieux, davantage et avec plus de sagacité afin d'améliorer sa participation dans les chaînes de valeur mondiales. Il a laissé entendre que la paresse dont le **Président Mkapa** avait parlé était bel et bien réelle et ses effets visibles

Nous nous plaignons tous à être des consommateurs et le monde voudrait que nous continuions à croire que c'est une bonne chose. Mais ce n'est pas un grand avenir que nous envisageons. En effet, nous n'avons même pas de l'argent pour nous permettre de consommer à notre satisfaction. Et, avec le rythme effréné de la croissance actuelle de nos populations, nous allons nous noyer dans un océan de pauvreté très cruelle, de guerres, de troubles et de perturbations

De la nécessité du sacrifice pour la recherche du bien commun de l'Afrique

Quand il lui a été demandé de donner davantage d'explications sur ses propos précédents selon lesquels l'Afrique était paresseuse, le **Président Mkapa** a reconnu que de récentes améliorations des infrastructures pour relier le continent étaient une preuve de développement et une étape utile vers l'intégration. Mais surtout, les régimes commerciaux restaient à être harmonisés. Pour cela, il faudra que chaque pays soit prêt à consentir un sacrifice pour développer l'intérêt économique commun du continent. Cependant, il a laissé entendre que les dirigeants africains ne montraient pas leur disposition au sacrifice ou cette qualité de leadership prenait trop longtemps pour se réaliser.



S.E Président Benjamin Mkapa, ancien Président de la Tanzanie insiste sur un point pendant la session plénière.

Si nous ne sommes pas prêts à consentir le sacrifice, si nous ne sommes pas disposés à identifier les intérêts nationaux dans le contexte d'un intérêt régional... mais plus encore, si nous ne sommes pas prêts à faire cette distinction, les facteurs externes, des IFI [des institutions financières internationales], des Unions européennes nous approcheront pour s'assurer que nous continuons à être des bûcherons et des porteurs d'eau, puisque c'est ça l'objectif des APE [Accords de partenariat économique] ; pour que nous leur donnions des matières premières afin que, elles, et non nous-mêmes, puissent leur donner de la plus-value. Si cette situation arrive, nous ne connaissons jamais l'industrialisation...

En citant un article paru dans le journal The Citizen du 28 juillet 2016, il a dit :

Les recettes d'Etat diminueront et, par conséquent, vous serez privés de votre capacité d'assurer le bien-être social de vos populations respectives, alors que vous vous improvisez fournisseurs de matières premières pour la plus-value en faveur de la création d'emplois dans l'Union européenne, tandis que nous avons le chômage généralisé dans nos propres pays.

Citant l'article du Président Mkapa, le Professeur Tandon a énuméré une longue liste d'industries locales qui seraient en jeu si la Tanzanie signait l'APE. Plutôt que de rester exportateurs de matières premières, les pays africains doivent promouvoir le commerce intra-régional générateur de plus-value

Quand le Kenya exporte vers la Tanzanie, il exporte des produits à plus-value au niveau de la région. Il nous faut une protection pour cela. Le commerce est une guerre ! L'Europe mène depuis longtemps contre l'Afrique une guerre absolue, incessante et sans merci.

L'Afrique doit se réveiller et ne pas permettre que le continent soit pillé de ses produits comme il l'a été de ses citoyens par la traite des esclaves pendant les cinq cent ans de colonisation. Et en ce moment, a-t-il laissé entendre, avec l'effondrement imminent de l'Union européenne, l'Afrique a une occasion en or pour que l'Afrique orientale et australe s'unissent pour servir de tremplin pour l'unité africaine.

Le **Professeur Tandon** a estimé que le problème majeur résidait dans le fait que les accords commerciaux internationaux ne soient pas rédigés par les Etats africains mais par les pays développés. L'Afrique ne s'est pas encore débarrassée des influences et ingérences de l'extérieur. Pensant de la même façon que le **Président Mkapa**, il a dit :

Aussi longtemps que nous recevrons de l'aide et [seront] dépendants, nous ne pourrions pas élaborer nos propres politiques. Il ne s'agit pas de l'économie... Il s'agit de la politique ou du pouvoir. Nous ne sommes pas encore indépendants. Le chemin qui nous reste à faire pour conquérir notre indépendance est encore long.

De la nécessité du renforcement des capacités pour mieux comprendre et négocier les accords commerciaux au bénéfice de l'Afrique

M. Joubert a convenu avec le **Professeur Tandon** que l'intégration régionale au sein de l'Afrique orientale et australe était très importante, mais que, parallèlement, l'Afrique devait renforcer les capacités des fonctionnaires, des négociateurs commerciaux et des avocats spécialisés dans le droit commercial afin qu'ils puissent mieux négocier des accords commerciaux actuels et futurs avec d'autres parties du monde.



Dr. Stergomena Tax, Secrétaire Exécutive de la SADC partage son point de vue pendant les discussions.

Nous faisons malheureusement partie de ce système mondialisé. C'est une série de règles juridiques internationales qu'il nous faut maîtriser. Nous devons battre le monde développé à son propre jeu... Lorsque nous négocions ces accords, nous devons veiller à ce que nous érigeons des soupapes de sécurité nécessaires pour contenir la concurrence déloyale de la part des marchés développés. Ils ne jouent pas toujours franc jeu. Nous devons garder à l'écart ce commerce déloyal et les produits subventionnés appelés à détruire notre secteur agricole, etc. Nous devons mettre à contribution des remèdes qui éloignent ce commerce illégal de manière à ce que nous puissions participer de plus en plus au commerce mondial mais toujours, dans la mesure du possible, en application des règles internationales afin de protéger nos propres industries.

Le **Président Mkapa** a ajouté que le cycle de Doha des négociations de l'OMC était dans l'impasse parce que les pays en voie de développement, l'Inde en tête, refusaient de faire droit aux exigences d'ouvrir l'accès à leur marché pour les produits agricoles en provenance des pays développés, poussés surtout par les Etats-Unis d'Amérique. En effet, il a fait remarquer que l'OMC lui-même avait commencé à contourner les changements à l'ordre économique international, qui auraient pu profiter aux PMD (pays les moins développés).

Heureusement, nous nous sommes réveillés même sur cette question. Tenez! Je ne veux pas manger du riz Uncle Ben's en Tanzanie lorsqu'il y a du riz excellent en provenance de Mbeya car même les combattants de la liberté le savent.

Dr. Stergomena Tax a fortement témoigné de la nécessité pour l'Afrique de négocier, d'avoir des spécialistes dans chaque discipline, mais plus encore pour les Etats membres d'être préparés, d'adopter une position commune et de parler d'une seule voix dans les négociations avec les partenaires commerciaux extérieurs. A son tour, la réalisation d'une meilleure coordination nécessitera le renforcement des capacités et l'autonomisation des blocs économiques de manière à ce qu'ils puissent piloter l'intégration économique du continent.

M. Joubert a convenu.

Je pense qu'il est très important que nous soyons solidaires en tant que regroupement africain non seulement dans des négociations commerciales régionaux mais aussi à l'OMC et aussi dans le Groupe ACP [Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique] ou dans le groupe africain pour ensuite lutter pour la protection des intérêts des pays africains

Il a aussi mis en évidence les changements de circonstances de négociation du Royaume-Uni (RU). Pendant de nombreuses années, l'Union européenne (UE), forte d'une équipe de trois cents experts négociateurs, a négocié au nom du Royaume-Uni en sa capacité de pays membre. Maintenant, avec son retrait de l'Union européenne, le Royaume-Uni a une équipe de vingt négociateurs dont le mandat est de renégocier les accords commerciaux du pays.

Le **Professeur Tandon** a fait remarquer que l'Afrique manquait de capacité de négociation. Par exemple, il a pu confirmer qu'il y avait treize (13) personnes dans le Centre Sud sis à Genève, qui sont capables de produire des informations techniques du domaine du commerce, et dont les capacités sont supérieures à celles des milliers de négociateurs provenant de Bruxelles. L'initiative d'information et de négociations sur le commerce de l'Afrique orientale et australe (SEATINI en sigle anglais), qui existe depuis dix-sept ans, possède aussi une excellente capacité de négociation.

Nous avons la capacité de négocier. Nous devons être solidaires. Mais nous ne le refusons. Qu'est ce que le développement? Tout développement est résistance! Je le répète, tout développement est résistance. Nous avons conquis notre indépendance parce que nous avons résisté!

"Look! I don't want to eat Uncle Ben's rice in Tanzania when there is excellent rice from Mbeya as even the freedom fighters know."

H.E. President Mkapa

De la nécessité de produire afin d'augmenter la part du commerce mondial de l'Afrique et le pouvoir de négociation du continent

M. Mufuruki a dit que l'Afrique devait comprendre la manière dont le monde fonctionnait en vue de nous engager avec succès. Il a décrit une discussion qu'il avait menée avec un ancien négociateur commercial américain de l'OMC, actuellement fonctionnaire en retraite. Celui-ci lui a confié que les équipes de négociations en provenance des Etats-Unis d'Amérique recevaient des instructions de «convaincre tout le monde que ce qui est mien m'appartient et que ce qui vous appartient est négociable», dès leur entrée dans la salle. Comme il l'avait dit plus tôt, «le commerce n'est pas équitable; le commerce n'est pas innocent. Il s'agit du pouvoir tout court.»

Alors, posa-t-il la question: «Comment allons-nous procéder, en tant qu'africains, pour avoir une part équitable du commerce?» En réponse, il a souligné le fait que les grandes puissances avaient commencé à prendre très au sérieux les nations émergentes, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, parce qu'elles ont montré qu'elles avaient quelque chose à offrir, soit un marché soit leur production. C'est ainsi qu'elles ont actuellement la capacité de participer effectivement au commerce mondial. Donc, le défi de l'Afrique pour les quelques décennies à venir est de montrer ce qu'elle peut apporter au monde.

Il faut que nous soyons capables de produire. L'Afrique ne produit même pas assez d'aliments pour se nourrir elle-même. Dans une très large mesure, l'Afrique compte sur les autres pour nourrir sa population. Ainsi, quand vous entrez dans une salle pour négocier les prix des céréales à l'échelle mondiale, vous parlez des céréales d'autres gens et de la production d'autres gens. Comment donc voulez-vous que quelqu'un prête une oreille attentive à ce que vous dites?

L'Afrique doit augmenter sa productivité dans tout ce qu'elle fait.

Nous devons identifier les domaines prioritaires d'investissement où, au niveau de la production et de la plus-value, nous pouvons exceller à l'échelle mondiale pour ensuite avoir plus d'influence. C'est un leurre de s'asseoir et d'attendre que, parce que nous sommes des êtres humains et qu'il y a des droits de l'homme, le monde va nous prendre en pitié et dire: «Soyons juste envers ces gens!» Ces personnes externes à notre continent ne vont pas être justes et équitables envers nous. Ils dépendent de nous pour être plus prospère; ils dépendent de notre consommation pour être davantage riches... Pourquoi voulons-nous dépendre sur d'autres peuples pour les choses que nous pouvons nous-mêmes produire?

Dr. Tax était du même avis.

Sans produits pour commercer, même un très bon accord commercial sera caduc... Ainsi, ce que nous produisons est très important; la capacité de production est très importante et la capacité commerciale est aussi très cruciale. Ce sont des questions qui doivent faire partie intégrante des accords lorsque nous évaluons les partenaires commerciaux et analysons les accords commerciaux.

M. Gatara a repris à son compte les commentaires de M. Mufuruki. Il a dit que la raison pour laquelle les discussions en cours portaient sur les accords commerciaux était que les Européens avaient exigé la réciprocité. Il a ajouté que l'Afrique avait toujours eu accès aux marchés des pays développés, notamment les pays européens, le Japon, la Chine et les Etats-Unis d'Amérique, et que cet accès était donné unilatéralement sans demander la réciprocité. Il a plutôt estimé que le défi pour le continent avait été toujours du côté de l'offre. Les entreprises africaines, même celle jouissant d'opportunités d'exportation, ne peuvent pas honorer les commandes qu'elles ont reçues sauf pour les produits non transformés.

Ainsi, la peur de la domination des produits en provenance d'Europe est fondée; mais la solution n'est pas celle de nous concentrer sur notre protection contre les produits européens, mais plutôt sur l'amélioration de la taille de notre marché, en augmentant la production de nos entreprises, en intégrant les innovations et les technologies dans ce que nous manufacturons et en attendant avec impatience nos produits nouveaux et émergents pour que, peut-être, l'Afrique puisse commencer à avoir un avantage concurrentiel au niveau de la production plutôt que de se focaliser sur les vieilles économies

En mettant en lumière les différences historiques entre les Etats africains concernant les accords commerciaux, la facilitatrice, Mme Mbele, a demandé si, faute de consensus, chaque pays devait négocier des accords bilatéraux si cela était dans son intérêt, qu'il fasse partie ou non de la vision africaine plus élargie.

En guise de réponse, **M. Gatara** a dit:

Cela ne fait aucun doute. Chaque pays doit rechercher ce qui est dans l'intérêt supérieur de ses citoyens, ses entreprises et son avenir en général. Je pense qu'il y a des opportunités offertes par les pays asiatiques qui, pour améliorer leur productivité, se sont toujours associés aux centres de productivité plus élevée, en accédant à leurs technologies et par l'apprentissage tiré des liens tissés avec ces entreprises spécifiques.

Le **Président Mkapa** a contredit les déclarations de **M. Gatara** concernant la réciprocité. Il a fait valoir que:

... le véritable problème avec les APE, en tout cas les APE africains, est qu'ils exigent la réciprocité entre des parties inégales. Ils veulent le libre-échange entre l'Union européenne et les PMA ainsi que les pays à revenu intermédiaire d'Afrique. Quelle genre d'égalité est-ce-là?

Il a dit qu'il convenait de noter que les produits agricoles en Europe étaient subventionnés alors qu'ils ne l'étaient pas en Afrique. Alors que l'Union européenne refuse de supprimer les subventions, elle veut un libre accès aux marchés du continent africain. En conséquence, le Président Mkapa a estimé que la mesure nationaliste que les pays comme la Tanzanie devaient prendre immédiatement était de mettre en œuvre des politiques délibérées permettant d'avoir une autosuffisance alimentaire afin de se passer des importations. Les relations avec l'Europe devraient privilégier la promotion de la production à l'intérieur de l'Afrique plutôt que d'accepter de l'aide et des produits subventionnés. Il a dit:



Prof. Yash Tandon, ancien Directeur Exécutif de South Centre (à gauche) et M. Ali Mufuruki, président de Info Tech Group (à gauche) suivent la contribution de S.E Président Benjamin Mkapa, ancien Président de la Tanzanie.

C'est un point autour duquel nous nous heurtons contre l'Europe. Nous pouvons nous-mêmes assurer notre autosuffisance alimentaire... et vivre dans la dignité. ... En revanche, elle veut nous vendre ses produits agricoles subventionnés afin que nous continuions à vivre dans un état d'indignité.

Le **Professeur Tandon** a été en parfait accord avec le Président Mkapa. Il a cité l'expérience du Groupe de coton, qui regroupe les quatre plus grands pays de l'Afrique occidentale producteurs de coton, à savoir, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad. Due à des subventions massives payées par les Etats-Unis d'Amérique aux producteurs locaux de coton, les prix mondiaux du coton ont été artificiellement entraînés à la baisse. Ces distorsions du marché ont eu un effet dévastateur sur l'industrie cotonnière dans ces pays avec des retombées sur cinq à six millions de producteurs de ce produit. Même s'ils ont essayé à maintes reprises de porter l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce, le Groupe de coton n'a jamais reçu un traitement équitable. Il a ajouté:

Il n'existe pas de commerce équitable. Un commerce équitable n'a jamais existé... Ceux qui détiennent le pouvoir en jouissent tandis que ceux qui n'en ont pas le cèdent. C'est aussi simple que ça.

De la nécessité de différenciation: Différentes catégories/ différents niveaux d'accords impliquent différentes politiques et donnent différents résultats pour l'Afrique

En discutant de l'impact des accords commerciaux sur les pays africains, **M. Abdoulie Janneh** a laissé entendre qu'il était important de faire une distinction entre trois différentes catégories d'accords commerciaux : primo, les accords mondiaux comme l'OMC ; secundo, les accords entre les blocs commerciaux, par exemple, entre la CAE et l'UE, et, tertio, les accords entre pays africains à l'intérieur du continent. A moins que les différences dans les politiques à l'égard de chaque catégorie ne soient reconnues, les discussions pourraient perdre tout leur sens. Il a dit :

On peut trouver que, en parlant de l'Afrique dans l'arène commerciale, cela n'a aucun sens. Nous sommes différents pays agissant en solo. Sans blocs régionaux dans un accord continental, parler de l'Afrique comme une entité dans les discussions me semble un mythe. Ainsi, je vois une situation où les discussions dans le cadre des blocs régionaux soient d'une certaine manière une défense face à la position que les personnes de l'extérieur prennent à notre endroit.

Selon lui, l'extension de l'échelle de production sur le continent afin de renforcer la compétitivité peut seulement se produire si tous les pays du continent s'associent et travaillent main dans la main. De ce fait, les accords commerciaux au niveau continental ont leur propre politique dans le renforcement de la position de l'Afrique dans les négociations avec les parties extérieures. Par contre, les accords, tels que les APE avec l'UE, perpétuent l'ordre colonial. La clarté s'impose pour ce qui est des différents types d'accords, leur politique ainsi que les différents effets sur les pays africains et leur production.

Dans le même ordre d'idées, **Dr. Tonia Kandiero, Représentante résidente de la Banque africaine de développement pour la Tanzanie**, a mis en lumière la difficulté de coordination et de cohésion entre les pays africains et les blocs régionaux qui ont souscrit à différents accords. A titre exemplatif, la SADC a déjà signé l'APE avec l'Union européenne mais la Tanzanie et l'Ouganda traînent encore les pieds. Cette situation pose un défi de coordination parmi les pays membres et les blocs parce que la Tanzanie fait aussi partie de la SADC. Elle a aussi posé la question de savoir si, après le retrait du Royaume-Uni de l'union européenne, l'Afrique devait privilégier les accords bilatéraux avec le Royaume-Uni ou chercher d'autres opportunités stratégiques régionales dans le cadre de l'APE afin de réorganiser et d'augmenter la production des biens particuliers.

La suppression des contraintes et l'augmentation du volume du commerce: Que nous-révoient les données commerciales?

Dr. Frannie Leautier a soulevé une nouvelle série d'autres points de discussion concernant les données commerciales actuelles de l'Afrique..

- Qui sont les partenaires commerciaux de l'Afrique? Seulement 8 des 54 pays africains ont l'Europe comme premier partenaire commercial. Pour la majorité des Etats, l'Inde ou la Chine est le partenaire commercial privilégié. De ce fait, il est aussi important, voire plus important pour l'Afrique de privilégier ces partenaires, étant particulièrement donné que ces pays prennent actuellement l'espace manufacturier que l'Afrique occupait auparavant.
- En quoi consistent les échanges de l'Afrique? En grande partie, l'Afrique achète des produits de consommation et exporte les produits primaires. L'échange de services augmente sur le plan régional. Comment donc le continent se tourne-

t-il vers l'industrie manufacturière, surtout dans les domaines de matériaux de construction et de l'alimentation, qui pourrait permettre à l'Afrique de passer au niveau supérieur?

- Quelle est la balance commerciale de l'Afrique et celle de ce continent avec le reste du monde? Sur la valeur totale des échanges en Afrique, les échanges intra-africains représentent seulement 20% par rapport à un chiffre correspondant de plus de 30% en Asie. Il ne serait pas difficile d'égaliser ou de dépasser cet indicateur si les accords autour des blocs commerciaux régionaux étaient mis en œuvre. En conséquence, cette mesure pourrait contribuer à l'amélioration de la qualité de nos produits afin que l'Afrique puisse aussi commercer plus efficacement avec le reste du monde.
- Comment le commerce africain peut-il offrir une plus-value à nos économies et à nos populations? Les données indiquent que 40% des pays africains qui ont affiché des taux de croissance économique élevés n'ont pas augmenté les emplois, c.à.d. que ces pays connaissent une croissance économique sans emploi. L'autre partie constituée par 60% des pays, qui ont connu la croissance, n'a pas créé assez d'emplois. Quelles sont donc les dispositions que nous pouvons prendre pour que les échanges soient organisés de manière à promouvoir la croissance de l'emploi et comment pouvons-nous procéder pour y parvenir?

Elle a suggéré que, vu les dépenses des infrastructures et la difficulté de lutter sur le front des prix, peut-être l'Afrique pouvait prioriser la production et les échanges dans une catégorie de produits dont l'excellente qualité peut être garantie.

De la nécessité d'un leadership courageux

M. Mufuruki a réitéré la nécessité pour l'Afrique de produire et il a dit que, pour ce faire, il fallait un leadership politique de tout premier ordre.

Le projet d'industrialisation de l'Afrique sera politique à 80% ; et toute autre chose à 20% ; 80% politique parce qu'il va exiger que nos dirigeants soient non seulement sagaces mais aussi capables d'investir un capital politique énorme pour mener des actions que personne n'attendait d'eux. En effet, comment entreprendre de produire du sucre dans un monde où le sucre est bon marché? Comment entreprendre de créer localement l'industrie textile quand on peut acheter pour deux dollars des Etats-Unis d'Amérique une chemise en provenance de la Chine? Comment expliquer cette mesure à la population? Un homme a soulevé cette question. Si nous voulons créer des industries dans nos pays, cela signifie que nous allons limiter les choix des populations et les forcer à acheter à un prix plus cher les choses qu'elles pouvaient acheter sur le marché mondial [à un prix bon marché.] Comment persuader les gens dans cette direction? Il nous faudra décidément des dirigeants extraordinaires pour expliquer pareille mesure.



Dr. Tonia Kandiero, Représentante de pays de la BAD parle de la coordination et cohésion entre les Etats africains et les Communautés Economiques Régionales.

Il a dit qu'il ne connaissait aucun pays dans le monde qui ait réalisé une transformation industrielle sans protectionnisme. Il a cité les exemples des Etats-Unis d'Amérique, de l'Europe et de la Chine, sans oublier même la destruction des produits alimentaires coûtant des centaines de milliards d'euros pour manipuler le marché et assurer la stabilité des prix pour leurs producteurs.

Le coût de destruction des excédents alimentaires au Royaume-Uni pourrait nourrir l'Afrique dix fois. Entendez par ici le coût de destruction sans parler des produits alimentaires eux-mêmes.

Dans ses observations finales à l'endroit du panel, le Président Mkapa a déploré la stase et les divisions qui minent actuellement l'Afrique. La prospérité future de l'Afrique nécessite les dirigeants décisifs et courageux, le même calibre de leadership et le même degré de sacrifice dont les dirigeants de la lutte pour la libération de l'Afrique ont fait preuve. Il a dit :

...honnêtement, nous sommes faibles parce que nous avons décidé de l'être. Ils sont forts parce qu'ils ont décidé de l'être. Quand nous avons convenu de résister face à l'impérialisme, au colonialisme et à l'apartheid, nous avons pu nous mobiliser efficacement et je pense qu'on peut le faire. On peut y arriver.

Les pays africains doivent regarder au-delà de leurs seuls intérêts nationaux. Il faut persuader les assemblées législatives de ratifier les accords régionaux. Il est du devoir des gouvernements d'agir dans les intérêts de la majorité de leurs citoyens qui sont encore pauvres. Il a remercié Dr. Kandiero pour avoir mis en lumière le dilemme auquel faisait face la SADC suite à la signature de l'APE et a espéré que les difficultés posées par cette situation allait pousser les pays à se mettre ensemble et être honnêtes les uns avec les autres. En citant encore l'expérience africaine pendant la lutte de libération, il a souligné que les dirigeants des pays de la ligne de front se réunissaient endéans les vingt-quatre heures lorsqu'il y avait une situation d'urgence et ce au moment où la communication était beaucoup plus difficile qu'aujourd'hui. Pourquoi donc cela prend-t-il les années à nos dirigeants pour se réunir ?

Pour conclure, il a cité les mots de son grand mentor et sa grande source d'inspiration, Mwalimu Nyerere, qui a dit : « Pour la Tanzanie, si eux marchent, nous, nous devons courir ; nous devons courir pendant que les pays développés, à savoir, les Européens et les Etats-Unis d'Amérique, marchent parce qu'ils nous ont suffisamment exploités. Nous devons courir ! »

S.E Président Benjamin Mkapa, ancien Président de la Tanzanie souligne un élément pendant la session de clôture du forum ALF.





De gauche: anciens présidents africains et représentants des organisations régionales dans une photo de famille avec une section de participants du dialogue de la jeunesse. A droit: M. Tsholofelo Tsholofelo, Partner junior de Poyet and Associates, un cabinet juridique au Botswana, lit une déclaration portant sur le rapport du dialogue de la jeunesse au nom des autres jeunes participants au dialogue.



3. Déclaration du forum de la jeunesse

Cette année, les représentants choisis parmi la jeunesse des six pays —XX etc. — ont été invités au Forum des dirigeants africains. Le Forum de la jeunesse a tenu des discussions parallèles en marge de l'événement qui a duré deux jours. Après la séance finale du panel, une déclaration a été faite au nom du Forum de la jeunesse par **M. Tsholofelo Tsholofelo**, associé minoritaire de 'Poyet and Associates', bureau d'avocats sis au Botswana.

M. Tsholofelo a commencé par les quatre questions-clés dont les participants ont discuté, à savoir, i) le dialogue ; ii) les cadres politiques ; iii) le capital ; et iv) la psychologie entrepreneuriale. Les principaux points abordés sont résumés dans les sections ci-après :

Le dialogue

M. Tsholofelo a souligné l'importance du dialogue pour le processus de transformation en Afrique. D'abord et avant tout, le dialogue permet la transmission des idées entre les gens qui souhaitent avancer. Ensuite, grâce au dialogue, les acteurs peuvent se placer stratégiquement dans l'environnement nouvellement envisagé, ce qui est d'une importance capitale pour encourager la collaboration. Si les gens ne sont pas associés au processus de transformation, il se pourrait qu'ils n'acceptent pas la nature de la transformation poursuivie par les gouvernements en place.

Il a indiqué que le Forum de la jeunesse s'était réjoui de l'opportunité de collaborer avec les dirigeants africains et les informer des questions lancinantes pour les jeunes. Toutefois, le problème qui se pose actuellement est que les jeunes n'occupent pas des postes stratégiques qui leur permettent de faire partie des processus de prise de décisions. Les jeunes sont autorisés à s'asseoir à la table pour émettre leurs avis, mais aucun pouvoir ne leur est donné pour influencer sur le résultat des décisions. En conséquence, les décisions ayant un impact sur les jeunes continuent d'être prises en leur nom par leurs aînés et les détenteurs du pouvoir. En effet, les aînés essaient de se mettre

dans la peau des jeunes et décider sur cette base. Pour remédier à ce problème, M. Tsholofelo a dit:

Nous voudrions des politiques plus actives qui permettent aux jeunes de siéger dans des conseils ; nous souhaitons participer activement aux forums du genre et aux échelons décisionnels pour vous permettre d'apprendre de première main les desiderata des jeunes

Dans le monde entier, les gouvernements reconnaissent que les jeunes jouent un rôle essentiel dans la transformation, mais ils ne vont pas plus loin dans cette question. Des cadres juridiques assurant la participation et l'autonomisation des jeunes doivent être adoptés.

Des cadres politiques

En s'attardant sur le thème central du forum quant aux facteurs qui mettront les entreprises en mesure de transformer le continent, M. Tsholofelo a fait remarquer que la transformation consistait à changer la dynamique dans une différente direction, et que, par définition, la transformation était un processus légèrement agressif. Il a poursuivi son intervention en disant :

On ne peut pas être capable de transformer quelque chose sans secouer le système un peu ou sans le casser un peu. C'est ici qu'entre en jeu l'action positive concrète.

Le forum de la jeunesse a ainsi recommandé que les gouvernements africains poursuivent les politiques qui réduisent les obstacles auxquels se heurtent les jeunes qui veulent se lancer dans les affaires en soutenant de façon proactive les jeunes entrepreneurs. Par exemple, les gouvernements pourraient réserver 20% ou 30% des marchés publics pour les entreprises pilotées par les jeunes, réduire les délais d'enregistrement des entreprises des jeunes, ou mettre en

Enabling African Businesses to Transform the Continent

place des exonérations fiscales ou d'autres incitatifs pour accompagner la croissance de leurs entreprises. Il a cité des initiatives similaires des jeunes de son pays d'origine, le Botswana, où un rabais de 15% pour les jeunes entrepreneurs qui soumissionnent aux adjudications publiques était en vigueur.

Le capital

Le capital constitue l'un des obstacles majeurs au lancement des entreprises par les jeunes. Avec des ressources et des garanties limitées ou même sans aucune ressource ni garantie pour présenter aux banques, les voies orthodoxes pour obtenir des financements sont fermées pour les jeunes. Sans financement, les entreprises que les jeunes entrepreneurs tentent de lancer font souvent faillite. En dépit des points de vue divergents sur cette question, le forum de la jeunesse a recommandé que les gouvernements aient des fonds permanents pour financer les entreprises des jeunes. Pour garantir la reddition de comptes de la part des entreprises qui reçoivent le financement, un contrôle de telles entreprises pour un période de cinq ans a été proposé. Une telle mesure non seulement offre aux jeunes la possibilité de lancer et financer leurs entreprises mais aussi permet au gouvernement d'identifier les raisons pour lesquelles les entreprises tombent le plus souvent en faillite et ainsi régler les problèmes y relatifs. Ainsi, à court terme, les gouvernements pourraient aider à mettre en place les entreprises des jeunes au fur et à mesure que différents obstacles à l'enregistrement sont éliminés. En mettant en place des carrefours d'entreprises permettant aux jeunes d'avoir accès aux formations et d'apprendre des compétences, les gouvernements seront en mesure de promouvoir des partenariats stratégiques avec les jeunes.

La psychologie entrepreneuriale

M. Tsholofelo a expliqué que l'attitude qui prévalait chez les parents et les aînés était d'encourager les jeunes à terminer les études scolaires avant de démarrer une entreprise.

Cette situation est problématique parce qu'il existe des jeunes aux idées très créatives et innovantes, qui ont la capacité de démarrer leurs entreprises tôt dans leur vie, mais qui sont freinés par nos perceptions entourant l'éducation et l'entreprise.

Le forum de la jeunesse a laissé entendre qu'un changement collectif dans la psychologie ou la mentalité entourant l'entreprise s'imposait et a montré la manière dont l'encouragement de l'entreprise pouvait profiter non seulement aux parents mais aussi aux jeunes.

En effet, ce qu'on apprend aux jeunes tôt dans leur vie change très difficilement lorsqu'ils deviennent plus grands... c'est donc cette sorte de message qu'on passe aux gosses, génération après génération, et cela devient finalement un problème intergénérationnel.

"Il nous est demandé d'autonomiser et développer la jeunesse. Donc, je pense que les jeunes ne doivent pas considérer le développement de la jeunesse en tant qu'une question de capacité technique. Cela étant pour dire qu'il est important de reconnaître que pour pouvoir changer la société africaine, d'une manière significative, la jeunesse a besoin d'un mouvement progressif et ne pas tout simplement la capacité technique."

S.E. le Président Mbeki

En conclusion et au nom du forum de la jeunesse, M. Tsholofelo a exprimé sa profonde gratitude envers l'Institut UONGOZI et S.E. le Président Benjamin Mkapa pour l'opportunité qui lui avait été offerte pour prendre part à l'événement de cette année-là. Il a remercié les représentants du secteur privé ainsi que d'autres acteurs qui, malgré leurs horaires très chargés, avaient participé à ces discussions. Il a exprimé l'espoir que le forum de la jeunesse ferait partie des négociations annuelles et que même un plus grand nombre de jeunes en provenance de davantage de pays africains y seraient invités afin d'étendre une masse de connaissances générées par le forum. Il a aussi souligné l'importance d'élargir la participation à la jeunesse moins instruite parce que c'est elle qui « pose la fondation en maçonnerie pour toute nation. » Il a terminé son allocution par deux citations:

«Les véritables dirigeants ne mettent pas en cause les outils mis à leur disposition; ils s'arment pour les aiguïser.»

«Si vous croyez absolument en votre for intérieur que vous déployez tous les efforts possibles, alors faites davantage.»



1.

1. S.E Président Benjamin Mkapa ouvre le dialogue des jeunes qui s'est tenue en marge du forum ALF. A droite il y a le PDG de UONGOZI Institute, Prof. Joseph Semboja et à gauche, la PDG de Via Aviation Ltd, Suzanne Mashibe qui était l'invitée d'honneur du dialogue.



2.

2. Les Participants du dialogue suivent attentivement le discours de S.E. Président Mkapa.



3.

3. Le PDG de MMH Haulier &Tansol, M. Micheal Hosea insiste sur un point pendant le premier débat des panelistes sur le thème "Permettre aux Entreprises Africaines de transformer le Continent".



4.

4. Présidente de Net Impact Mme. Bernice Fernandes souligne un élément important pendant le débat des panelistes sur le thème " Permettre aux Entreprises Africaines de transformer le continent".



11.

5. Gagnant de concours de rédaction 2014 sur le leadership des jeunes de l'institut UONGOZI M. Jonathan Kiwana de l'Ouganda participe aux discussions.



12.

6. Directeur de la taxe internationale et prix de transfert chez PwC Tanzanie, M. Samuel Ndandala participe durant le second débat sur le thème "Rendre les entreprises africaines inclusives".



5.

7. Le PDG de Smartcodes, M. Edwin Bruno donne sa contribution pendant le débat des panelistes sur le thème 'Permettre aux Entreprises Africaines de Transformer le Continent'.

7.



6.

8. Chef de la fondation Mo Dewji Foundation MeTL, Mme. Barbara Gonzalez explique comment sa fondation s'implique dans le domaine de Rendre les Entreprises Africaines Inclusive dans la région.

8.



8.

9. Assistante de programme DFID Mme. Fatuma Kweka (à gauche) participe au second débat des panelistes sur le thème 'Rendre les Entreprises Africaines Inclusive'.

9.



9.

10.

10. Directeur General de Regency Innovation Solutions, M. Michael R. Shauri partage ses expériences sur les défis et les opportunités en permettant aux entreprises africaines de transformer le continent.

10.

11. La PDG et Fondatrice de Nelwa's Gelato, Mme. Mercy Kitomari participe au dialogue.

11.

12. Participants au dialogue des jeunes.

12.

4. Quelques observations finales de S.E. Benjamin Mkapa

En clôturant les travaux, le Président Mkapa a remercié tous les participants pour la franchise, l'ouverture et l'engagement profond qu'ils ont manifestés au cours du forum. Il a remercié tout particulièrement M. Siphon Nkomo pour sa brillante introduction aux très riches et productives discussions qui se sont échelonnées sur deux jours. Il a exprimé l'espoir que les participants continueraient d'interagir les uns avec les autres pour enrichir et mettre en œuvre les résultats de la réunion. Il a aussi accueilli favorablement les suggestions quant à la manière d'améliorer la représentation lors des réunions ultérieures du forum. Pour encourager les discussions plus libres, il a signalé que l'Institut avait initialement jugé prudent de ne pas inviter les personnes activement impliquées dans la prise de décisions relatives au thème de discussion du forum. Mais il pensait cette fois-ci qu'il valait la peine d'inviter un ou deux titulaires d'une charge publique, qui pourraient transporter la substance des conversations directement aux dirigeants actuels. Nous accueillerions avec satisfaction toute idée quant à la manière d'y arriver sans inhiber la capacité des gens à s'exprimer librement et de manière résolue. En terminant, il leur a souhaité un bon retour dans leurs pays respectifs. *« Merci beaucoup. Je vous souhaite un voyage en toute sécurité. Que Dieu vous bénisse. J'espère que nous nous rencontrerons l'année prochaine. »*

